

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2312 - 23 novembre 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

# Palestine

p. 3 et 8

# Halte à l'agression israélienne à Gaza !



AFP

Réforme du contrat de travail

p. 5

Un marché de dupes pour les salariés





# SOMMAIRE

## Leur société

- p. 4 ■ Économies budgétaires... pas pour les patrons
- Niches fiscales outre-mer
- Les impôts locaux des petits patrons
- Moody's dégrade la note de la France
- p. 5 ■ Discussion sur la sécurisation de l'emploi
- Directions syndicales et gouvernement
- Manifestation contre la précarité
- p. 6 ■ Collectivités locales
- Duflot et les spéculateurs de l'immobilier
- Augmentation du timbre poste
- p. 7 ■ L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- Manifestations contre le mariage homosexuel
- Avortement en Irlande
- p. 16 ■ Sans-papiers
- Centres de rétention
- Prix des carburants
- Centre des impôts de Saint-Denis
- Journée contre les violences faites aux femmes

## Dans le monde

- p. 8,9 ■ Non à l'agression à Gaza
- La dette des États
- Après la grève du 14 novembre au Portugal
- Après la grève à la Luftansa - Allemagne
- Pollution industrielle
- p. 10 ■ Intervention française au Mali
- Criminels de guerre commémorés en Italie

## Il y a cent ans

- Le congrès socialiste de Bâle

## Dans les entreprises

- p. 12 ■ La centrale nucléaire de Cattenom
- Société Générale - Paris La Défense
- Laiterie Candia - Saint-Yorrel
- p. 13 ■ Groupe Renault
- Snecma - Gennevilliers
- p. 14 ■ Hôpital Edouard-Herriot - Lyon
- Hôpitaux du Léman - Thonon-les-Bains
- Jallatte - Jal Groupe - Saint-Hippolyte du Fort
- Cancer du bitume
- p. 15 ■ PSA - Peugeot - Citroën
- PSA Poissy - Yvelines
- Arkéma Pierre Bénite - Rhône
- Acieries d'Imphy - Nièvre

# fil rouge

## Est-ce déjà fini ?

Après des semaines d'un suspense insoutenable dont les médias ne nous ont épargné aucun détail, le duel Fillon-Copé s'est conclu (provisoirement ?) par la victoire de ce dernier.

Que ce soit l'un ou l'autre, c'est bonnet bleu (la couleur de l'UMP) et bleu bonnet.

Reste à souhaiter à l'heureux élu qu'il ne se fasse pas chiper son pain au chocolat par Fillon.

## Noël n'est pas Noël

À quelques semaines de Noël, le pape Benoît XVI vient de découvrir que la date réelle de la naissance du p'tit Jésus ne serait pas celle qu'on honore officiellement. Ce spécialiste des naissances estime qu'il serait né quelques années plus tôt.

Voilà qui risque de bouleverser la vie des fabricants de bûches de Noël et celle des éditeurs de calendriers. Mais nombre d'historiens l'avaient découvert depuis longtemps. Comme quoi,

même dans sa spécialité, Benoît XVI s'est longtemps mis le doigt dans l'œil.

## Carla joue les Beaunesœurs

La vente des vins des Hospices de Beaune a, cette année encore, battu son record avec près de six millions d'euros de chiffre d'affaires.

Le mérite en est attribué par les médias, en partie, à Carla Bruni-Sarkozy. Elle aurait contribué à faire monter les enchères en

promettant d'assurer la livraison avec son époux, au-delà de 250 000 euros pour une seule pièce de vin.

À côté de ces festivités clinquantes et des millions déboursés par les plus riches, Beaune abrite de plus en plus de pauvreté. Mais Carla n'a même pas du traverser la rue

## Captation de source... de profits

Un petit malin a eu l'idée de commercialiser par Internet une gamme de produits de beauté « Crème de

Lourdes », à base d'eau de la source de Massabielle, réputée faire des miracles. Savon (19,90 euros), peignoir (99,90 euros), shampooing, gel douche, crème solaire, etc., tous ces produits censés être « une véritable source de bienfaits pour le corps et l'âme » représentaient en tout cas un pactole en perspective pour le commerçant imaginaire.

Las, la firme « Sanctuaires de Lourdes » s'est sentie menacée et lui a adressé une mise en garde, le prévenant que « l'exploitation commerciale de l'eau de la Grotte est strictement interdite et contraire à la foi catholique »... Grotte alors !

## • FÊTE RÉGIONALE DE LUTTE OUVRIÈRE

### Fourmies

Samedi 15

décembre

à partir de 17 h

Espace Mandela

Allocution

de Nathalie

Arthaud

à 19 h



## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

## Un État oppresseur, un peuple opprimé, deux peuples victimes de l'impérialisme

Les raids de l'aviation israélienne continuent à faire des morts. Au sixième jour de l'offensive israélienne contre Gaza, on comptait déjà 116 Palestiniens tués et trois morts du côté israélien.

Les dirigeants israéliens disent « cibler » leurs attaques sur le Hamas. Qui peut croire un tel mensonge ? Il s'agit d'un territoire de 41 km de long sur 10 km de large, l'un des plus densément peuplés au monde. Comment les bombes peuvent-elles faire le tri entre les civils et les militants du Hamas ?

C'est un million et demi de femmes, d'hommes, d'enfants qui sont pris sous les bombardements, prisonniers des barbelés qui entourent la bande de Gaza. Il n'y a pas de refuge sécurisé, pas d'échappatoire possible. Les blessés ne peuvent pas être soignés, l'aide humanitaire ne peut plus arriver, la population est affamée. Gaza est de nouveau plongée dans un enfer meurtrier.

Cette nouvelle attaque israélienne a été préparée par le Premier ministre Netanyahu. Même s'il prend prétexte de tirs de roquettes sur Israël pour faire porter la responsabilité des bombardements sur le Hamas, l'initiative est de lui. Et il n'a pas choisi le moment par hasard : les élections des députés étant le 22 janvier en Israël, Netanyahu est en campagne électorale.

Tout au long de cette campagne, Netanyahu a fait de la surenchère sécuritaire. Il a multiplié les sorties va-t-en-guerre contre l'Iran et, pour finir, il s'est lancé dans une guerre contre le Hamas pour souder une majorité autour de lui. Les jours à venir diront s'il mettra à exécution ses menaces d'une offensive terrestre ou s'il ne s'agissait que de rodomontades électorales. Quoi qu'il en soit, le sang coule déjà et l'État israélien bombarde en toute impunité.

Les dirigeants américains, et derrière eux ceux des grandes puissances, soutiennent sans réserve Israël, refusant de voir qu'il y a d'un côté un État qui a spolié et chassé de sa terre le peuple palestinien, et qui continue à le faire en colonisant de nouveaux territoires palestiniens, et de l'autre le peuple palestinien emprisonné dans des territoires sur lesquels il est à la merci du pouvoir israélien. Il y a d'un côté un État qui organise l'apartheid et de l'autre un peuple privé de droits.

Les dirigeants impérialistes accusent les Palestiniens qui tirent des roquettes d'être des terroristes, mais ils se gardent bien de critiquer avec la même vigueur les Israé-

liens qui bombardent la population de Gaza avec une aviation hyper-perfectionnée. Il n'y a d'ailleurs aucune commune mesure entre l'agression permanente perpétrée par Israël et la faible défense des Palestiniens. L'offensive de l'hiver 2008-2009, qui avait fait 1400 morts palestiniens et treize morts du côté israélien, est là pour nous le rappeler.

Obama ou Fabius non seulement sont complices des exactions de l'État d'Israël mais ils en sont responsables.

Le peuple israélien est lui-même victime du jeu des puissances impérialistes. La politique des puissances impérialistes et des sionistes a conduit à transformer les Palestiniens en prisonniers dans leur propre pays, mais elle a mis le peuple israélien dans la condition à peine plus enviable de géoliers.

La richesse du Moyen-Orient, son pétrole et sa position stratégique, ont attiré les grandes puissances comme la chair fraîche attire le chacal. Si les États-Unis ont fini par y installer durablement leurs intérêts, d'autres s'y sont essayés, la Grande-Bretagne et la France en tête. Chacune a contribué à découper la région, à mettre des frontières là où il n'y en avait pas. Leur méthode a été de diviser pour régner, de monter les peuples les uns contre les autres.

Une des responsabilités des dirigeants israéliens a été d'accepter d'être le jouet de l'impérialisme américain, en contrepartie de son soutien militaire, diplomatique et financier pour conserver un territoire et un État excluant le peuple palestinien. C'est ce qui a provoqué l'hostilité générale à l'égard d'Israël de la part de ses voisins.

Il n'y a pas d'autre avenir pour les peuples du Moyen-Orient que de s'entendre. Est-ce impossible ? Souvenons-nous comment, pendant longtemps, on a transformé nos voisins allemands en ennemis héréditaires. Les Israéliens ne sont pas seulement voisins des Palestiniens, ils vivent entremêlés.

Les puissances impérialistes ont poussé cette région du monde dans une impasse tragique. Le capitalisme ce n'est pas seulement l'exploitation, les bas salaires, la misère, c'est aussi la guerre. Et l'on voit que l'on peut passer très vite de l'un à l'autre.

Faire disparaître les guerres implique de renverser l'impérialisme, de faire disparaître le capitalisme. Dans ce combat, le sort des classes exploitées et celui des peuples opprimés ne font qu'un.

### • Le PS et le vote des immigrés

## Une promesse renouvelable à perpétuité

**Lors de sa conférence de presse du 13 novembre, Hollande a officiellement enterré sa promesse – c'était un des 60 points de son programme – de donner le droit de vote aux étrangers non européens aux élections locales. Il a servi pour argument le fait qu'il ne possède pas la majorité requise au Parlement pour modifier comme il le faudrait la Constitution.**

Quelques jours plus tard, Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole du gouvernement, s'est montrée moins définitive. À certains qui insistaient et demandaient quand Hollande

tiendrait sa promesse, elle a promis que ce serait fait « avant la fin du quinquennat ». Sans doute entre-temps avait-elle relu ses grands ancêtres et leurs classiques.

En effet, déjà en 1972, les signataires du Programme commun, dont le PS, avaient promis l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés. En 1978, le PS en avait même fait un point de son programme. Plus tard, à la veille de la présidentielle de 1981, Mitterrand avait promis qu'il accorderait le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers après cinq ans de présence sur le territoire français. Une fois élu, la

promesse avait été abandonnée. L'argument alors utilisé était que « l'état des mœurs » ne le permettait pas.

Puis Jospin remit cela en 2002, exigeant toutefois dix années de présence au lieu de cinq pour avoir le droit de vote aux municipales. N'ayant pas été élu, Jospin n'a pas eu l'occasion de se renier, du moins comme président de la République. Car quelques années plus tôt, quand il était Premier ministre, en

mai 2000, alors que l'Assemblée nationale à majorité de gauche avait adopté une proposition de loi constitutionnelle en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales, il se refusa à mettre la proposition à l'ordre du jour du Sénat, sous prétexte qu'il y avait d'autres priorités et que la droite y était majoritaire.

L'avantage des promesses électorales, c'est qu'elles peuvent resservir à chaque élection.

Sophie GARGAN



## • Économies budgétaires

# Économiser sur les cadeaux au patronat, la seule option non envisagée

Pour parvenir à distribuer un supplément de 20 milliards d'euros par an au patronat, le gouvernement recourt essentiellement à deux moyens : une augmentation de la TVA qui touchera particulièrement la population pauvre, et aussi une économie de 12 milliards par an sur les dépenses publiques, ce qui n'est pas moins lourd à supporter.

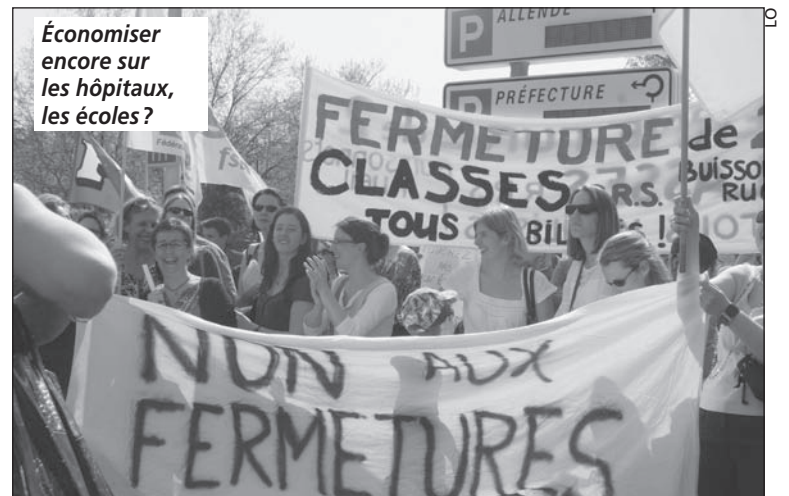
Pour le moment, le gouvernement n'a pas détaillé où il comptait procéder aux coupes dans les dépenses publiques. Selon le *Journal du Dimanche*, économiser 12 milliards d'euros équivaut par exemple à une baisse de 12% des retraites de la Sécurité sociale, ou bien à la suppression des 16 000 écoles maternelles du pays, ou encore à l'abrogation des allocations familiales et de la plupart des allocations logement. C'est aussi l'équivalent d'une année d'achat de matériel militaire par l'État, mais on peut

légitimement craindre que ce ne soit pas de ce côté-là que le gouvernement fera des économies, à l'heure où il prépare une nouvelle intervention au Mali.

En annonçant une nouvelle cure d'austérité budgétaire, le gouvernement de gauche marche sur les traces de Sarkozy, qui avait imposé le non-remplacement d'un salarié dans les hôpitaux et autres services publics. Dans le secteur de la santé, Sarkozy avait créé les Agences régionales de

santé (celle d'Île-de-France était déjà présidée par un socialiste) chargées de multiplier les réorganisations de services et d'hôpitaux pour donner un semblant de justification aux suppressions d'emplois. De même, la carte judiciaire avait été revue dans le sens de la suppression de tribunaux – y compris des Prud'hommes – dans de nombreuses villes, comme si avoir affaire à la Justice n'était pas déjà assez compliqué, voire inaccessible en dehors des milieux privilégiés.

Selon une évaluation du ministère des Finances, la politique d'économies budgétaires décidée sous Sarkozy aura produit 11,9 milliards d'euros en quatre ans, entre 2009 et la fin 2012. Eh bien, le gouvernement socialiste annonce le même



montant (12 milliards d'euros), non plus en quatre ans, mais chaque année!

Les sacrifices demandés par le gouvernement de gauche ne sont pas plus justifiés que ceux exigés par son prédécesseur. Car si la crise nécessite de faire

des économies, il n'y avait que l'embarras du choix pour piocher dans le foisonnement de réductions fiscales accordées au patronat qui, selon la Cour des comptes, se montent à 172 milliards d'euros par an.

Jean SANDAY

## • Impôts locaux

### Les petits patrons paient pour les gros

Dans plusieurs villes, des artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont manifesté pour protester contre l'augmentation d'un de leurs impôts locaux, la contribution foncière des entreprises (CFE). Pour certains elle a été doublée, voire triplée.

Cette CFE a été instaurée en 2009, sous la présidence de Sarkozy, pour remplacer en partie la taxe professionnelle qui représentait une part importante des ressources des collectivités locales. Son seuil est fixé par les communes, et c'est précisément le relèvement de ce minimum qui pose problème, ce qui explique qu'artisans et petits commerçants soient plus touchés que les gros patrons.

Un autre impôt est censé compenser la perte de la taxe professionnelle : la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), payée par les entreprises dépassant un certain chiffre d'affaires. Mais là c'est l'État qui fixe le barème. L'ensemble de ces deux impôts constitue la contribution économique territoriale.

Lorsque la taxe professionnelle a été abolie par Sarkozy, le grand patronat a applaudi des deux mains. Pas étonnant : cela se traduisait par sept milliards en moins à déboursier. Cela réduisait considérablement la marge de manœuvre des communes pour fixer l'impôt des entreprises, en particulier des plus

grosses. Quant à Hollande, il avait annoncé dès avant son élection qu'il ne rétablirait pas la taxe professionnelle, préférant caresser les patrons dans le sens du poil. Or si depuis cette mesure une compensation est versée aux communes par le budget de l'État, elle est largement sous-estimée. Cette réforme poussait donc les communes à augmenter leurs impôts sur les habitants, et aussi à réduire leurs services publics.

Si l'on peut donc comprendre que certains petits commerçants aient pris un coup de sang à la lecture de leur feuille d'imposition, c'est surtout contre le grand patronat qu'ils devraient diriger leur indignation, et contre ses représentants du Medef. Celui-ci profite d'ailleurs de l'occasion pour se plaindre par la voix d'un de ses experts interviewé par le journal *Les Échos*, de ce que « les communes n'aient pas accepté la réforme de la taxe professionnelle et ne parviennent pas à juguler leurs dépenses ». Encore une fois, les gros patrons se cachent derrière les petits!

Daniel MESCLA

## • Investissements outre-mer

### Un gros cadeau fiscal pour gros contribuables

Conformément aux promesses du candidat Hollande, le gouvernement a décidé, non de supprimer les niches fiscales – y compris quand ces avantages fiscaux profitent uniquement à des contribuables très fortunés – mais de limiter leurs avantages. Il s'agit de diminuer leur plafonnement global annuel, c'est-à-dire le montant maximum global de réduction d'impôt obtenue. Il passerait de 18 000 euros plus 4% du revenu imposable à 10 000 euros.

Cette promesse-là a été tenue. À une exception près, et

de taille : les investissements outre-mer continueront de bénéficier du plafond global précédent. Il se trouve que c'est la niche fiscale qui rapporte le plus aux contribuables les plus riches

Ce cadeau a été voté, avec l'ensemble du projet de loi de finances, en dépit de l'opposition et des amendements d'un certain nombre de parlementaires du PS. Même la proposition du rapporteur du budget (PS) de limiter à un an ce régime d'exception pour les investissements outre-mer, adoptée par la commission des

finances de l'Assemblée, a été abandonnée à la demande du gouvernement.

Selon des chiffres communiqués par le ministère des Finances, la réduction d'impôt liée à des investissements outre-mer atteint 154 381 euros en moyenne pour les mille plus gros bénéficiaires, soit une division par deux de leur impôt, et de 418 296 euros pour les cent plus gros.

C'est sans doute ce que Hollande appelle faire payer les niches!

Jean-Jacques LAMY

## • Moody's dégrade la note de la France

### Front commun Medef – Moscovici

L'agence de notation Moody's vient à son tour de dégrader la note de la France. En théorie, il s'agirait de signaler aux investisseurs que prêter de l'argent à l'État français n'est plus aussi sûr.

Moody's justifie cette mauvaise note, entre autres, par la « rigidité du marché du travail », le niveau « élevé des cotisations sociales », une législation trop protectrice des contrats de travail à durée indéterminée, rendant les licenciements difficiles, un manque de compétitivité des entreprises, de trop grandes dépenses publiques. Bref, pour

Moody's comme pour le patronat français, les travailleurs sont trop nombreux à avoir un emploi, trop payés, pas assez précaires, ne travaillent pas assez et bénéficient de services publics trop performants.

Le ministre de l'Économie Moscovici a immédiatement répliqué. Et d'expliquer que tout cela est le résultat du laisser-aller du gouvernement précédent, ajoutant que l'équipe actuelle se faisait fort d'y mettre bon ordre. Le plan Ayrault sur la compétitivité d'une part, les négociations en cours sur la flexibilité et l'emploi d'autre

part, sont prévues pour ça.

Ainsi, selon Moscovici, Sarkozy n'en aurait pas encore assez fait pour le grand patronat. Et il confirme, pour ceux qui en doutaient encore, que le gouvernement actuel se met entièrement à son service. Ce dont Moody's lui avait donné acte par avance, écrivant, comme le Medef, que la situation française n'est pas si mauvaise, car les annonces récentes du gouvernement vont dans le bon sens.

Dis-moi qui sont tes amis...

Paul GALOIS



## • Discussions sur la « sécurisation de l'emploi »

### C'est le patronat qui a la main

Le projet présenté par le Medef dans le cadre des discussions sur la sécurisation de l'emploi est une provocation pour les travailleurs, comme l'écrit le journal pourtant pro-patronal *Les Échos*.

Le Medef veut la création d'un cadre du CDI plus souple, qui autoriserait l'employeur à n'utiliser et à ne payer le salarié que pour certaines périodes de l'année. Pour pouvoir licencier à sa guise, il réclame la création d'une procédure de licenciement express pour les salariés refusant le reclassement interne proposé par leur employeur. Il propose aussi que les licenciements économiques soient désormais homologués par l'administration, afin de leur éviter d'en passer par la justice.

Il veut limiter la possibilité de recourir à la justice pour contester les licenciements à une période d'un an, et non plus cinq, et réduire le montant des indemnités en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Ce n'est pas tout. Le Medef veut aussi avoir le droit d'imposer aux salariés des baisses de salaire ou une hausse temporaire du temps de travail sous prétexte de « maintien de l'emploi ». Enfin, le Medef veut introduire la dégressivité des allocations chômage et l'obligation pour les

chômeurs d'accepter toute « offre valable d'emploi », ce qui dans les conditions actuelles signifie donner à Pôle emploi les moyens de radier plus de chômeurs encore.

Dans cette comédie intitulée « sécurisation de l'emploi » chacun tient son rôle. Hollande et Ayrault, qui laissent le patronat supprimer chaque semaine des milliers d'emplois, font mine de croire qu'il est possible de concilier « un marché du travail plus souple et plus protecteur » à la fois, et qu'il est donc possible d'aboutir à un accord gagnant-gagnant qui

favoriserait les embauches.

Les mesures ayant déjà largement introduit la précarité et la flexibilité du travail n'ont jamais été suivies de créations d'emplois et ont par contre permis aux patrons d'économiser sur la masse salariale. Cela n'empêche pas les représentants patronaux et des salariés de discuter et de présenter chacun des propositions et des contre-propositions. Les

dirigeants syndicaux n'ayant appelé à aucune mobilisation sérieuse contre les plans de licenciements ni contre le gouvernement qui fait payer la crise à la population, le Medef sait bien qu'il a un boulevard devant lui.

Cette comédie est un marché de dupes pour les travailleurs, destiné à leur faire avaler de nouveaux reculs.

Stéphane FORT

## • Directions syndicales

### Entente cordiale avec le gouvernement

Après l'élection présidentielle du mois de mai, les principales confédérations syndicales avaient salué la victoire de François Hollande. Pour la CGT, qui avait appelé à voter « contre Sarkozy », l'élection créait « un contexte a priori plus favorable à la satisfaction des revendications ». La CFDT quant à elle remarquait que Hollande avait prôné la méthode du « dialogue social » pendant sa campagne et ajoutait qu'elle « s'inscrivait dans cette démarche ». Et les deux confédérations sont allées avec toutes les autres, sourire aux lèvres et dossiers sous le bras, à la grande conférence sociale du mois de juillet.

La « grandeur » de la conférence tenait au fait qu'elle fut ouverte par le président et clôturée par le Premier ministre, pas à ses résultats. Il n'était prévu que la promesse de se revoir dans les mêmes conditions dans un an. Mais, alors que les plans de licenciements tombaient les uns après les autres, les confédérations syndicales attendaient l'ouverture des négociations avec le patronat sur la flexibilité et une prétendue « sécurisation du travail ».

Ces négociations ont commencé et en sont maintenant à la cinquième séance. Le patronat a finalement présenté son projet, rien moins que la fin du contrat de travail à durée indéterminée. La CFDT a protesté, mais considère que la négociation doit continuer et qu'on

peut encore espérer quelque chose. La CGT a dit, avec raison, que « le Medef veut imposer une régression historique » et a affirmé dans un communiqué que la « solution reste la mobilisation », sans dire quand, ni comment, ni pour quel objectif. En attendant, les « négociateurs » CGT seront le 30 novembre autour du tapis vert, avec tout le monde.

Cette soi-disant négociation, en dehors de toute pression de la classe ouvrière, ne peut se conclure que par de nouvelles attaques contre les travailleurs. La seule question est de savoir combien de confédérations y souscriront, si elles seront en nombre suffisant pour les valider, ou si le gouvernement devra inventer une loi pour satisfaire aux demandes patronales sur la fin du CDI.

Pendant cette comédie, le gouvernement n'est pas resté inactif et a accouché du plan Ayrault sur la compétitivité : vingt milliards de cadeaux supplémentaires au patronat, financés par une hausse prochaine de la TVA et des coupes dans les budgets publics. Là encore, la réaction des confédérations syndicales a été extrêmement mesurée.

La CFDT a trouvé le plan acceptable mais demande des contreparties pour les salariés, tout en approuvant l'opinion patronale et gouvernementale sur un « coût du travail » trop élevé. Les commentaires de la CGT ont été un peu plus acerbes sans

aller toutefois jusqu'à exiger que le gouvernement retire son plan.

Lors des deux journées de mobilisation organisées cet automne, l'une par la CGT seule, le 9 octobre, l'autre, unitaire, le 14 novembre, le gouvernement a été soigneusement épargné. La demande de « politique industrielle » mise en avant le 9 octobre n'a rien qui puisse choquer un Montebourg. Et Hollande s'est payé le luxe de dire que les manifestants du 14 novembre venaient à l'appui de sa politique.

De fait, les dirigeants confédéraux sont bien

occupés, d'une réunion de négociation à une autre. Mais qu'est-ce que cela change pour les travailleurs, puisque c'est toujours la politique du grand capital qui s'applique ?

Une direction syndicale qui voudrait défendre réellement l'intérêt des travailleurs se préoccuperait d'abord des moyens de lutter contre cette politique. Mais les dirigeants des confédérations sont visiblement trop contents de participer à une prétendue concertation qui vise à les associer aux décisions antiouvrières du gouvernement.

Paul GALOIS



## • Contre le chômage et la précarité Manifestation à Paris

Le 1<sup>er</sup> décembre, plusieurs organisations de chômeurs, AC, APEIS, MNCP et la CGT Chômeurs appellent à manifester à Paris contre le chômage et la précarité, comme elles le font chaque année depuis dix ans.

Elles dénoncent une situation où depuis trente ans, dans toute l'Europe, chaque

plan d'austérité a conduit à de nouvelles restrictions des droits d'accès à l'assurance-chômage ; une politique injuste qui s'accompagne de radiations administratives abusives, de suspensions, de vexations, de contrôles et de chasse aux prétendus « faux chômeurs », etc., poussant à l'acceptation de travaux de

plus en plus précaires, alternés avec des périodes de chômage.

Lutte Ouvrière soutient cette manifestation qui se tiendra à Paris

**Le 1<sup>er</sup> décembre à 14 h,  
de la place de Stalingrad  
à la place de Clichy**



## • Collectivités locales

# Le gouvernement serre les cordons de la bourse

La tenue du congrès des maires a remis dans l'actualité les difficultés financières rencontrées par les collectivités territoriales, dont bon nombre de communes.

Les problèmes de Sevran en Seine-Saint-Denis, rappelés à l'occasion de la grève de la faim de son maire qui réclamait et a fini par obtenir cinq millions d'euros pour boucler son budget, sont partagés par de nombreuses municipalités.

Depuis des années, les gouvernements n'ont cessé de diminuer les dotations et subventions aux communes ou aux communautés de communes, alors que celles-ci s'appauvrirent sous les effets de la crise et du chômage croissant. La suppression de la taxe professionnelle, jusqu'alors payée par les entreprises aux communes qui les accueillent, a été loin d'être compensée intégralement, contrairement aux engagements de Sarkozy. Aujourd'hui, le gouvernement socialiste s'inscrit dans la continuité de la politique précédente.

Sous prétexte de redressement des comptes publics, Hollande explique que « des efforts seront demandés à tous, et donc aussi aux collectivités locales ». On le sait : quand il dit « tous », il exclut par avance les grands patrons auxquels on propose des cadeaux et subventions de toutes sortes sans contrepartie. En revanche, en oubliant que les communes, les départements et les régions ont dû faire face à des obligations qui étaient il y a quelques années encore du ressort de l'État, les

travailleurs de la fonction publique territoriale sont désignés comme étant trop nombreux et coûtant trop cher. Les dotations de l'État aux collectivités locales doivent donc diminuer, de 1,8 milliard d'euros dès l'an prochain et de 2,25 milliards en 2014-2015. Le chiffre de dix milliards d'économies supplémentaires à réaliser dans les années prochaines a même été avancé par Hollande.

Dernièrement, l'État a mis à la charge des communes les frais liés à la réforme des rythmes scolaires à l'école. Cela vient s'ajouter aux autres charges existantes auxquelles les municipalités doivent faire face, comme les crèches, les haltes garderies, les équipements divers indispensables à la vie quotidienne des populations (transports, aides à domicile, etc.). Il s'agit là de services utiles, irremplaçables pour la population, particulièrement dans les communes les plus populaires, c'est-à-dire aussi les plus pauvres.

Le gouvernement veut imposer l'austérité à tous les niveaux et la faire appliquer par les responsables des collectivités territoriales comme par les maires, y compris socialistes et communistes. Ceux-là risquent de regimber, ce qui se comprend, tout en rencontrant certainement l'appui de leur population.

Lucienne PLAIN

## • Logement

# Duflot s'incline devant les spéculateurs de l'immobilier

La loi Duflot, présentée cet été et validée par le Conseil constitutionnel, comportait un volet sur les réquisitions de logements vacants. Dans sa première version, elle prévoyait de supprimer les principaux blocages à cette réquisition dite « avec attributaire », l'attributaire étant une société désignée par le préfet pour réaliser les travaux de mise aux normes des logements réquisitionnés.

Cette forme de réquisition est prévue par la loi depuis 1998 et le projet de loi Duflot supprimait la possibilité qu'ont les propriétaires de se soustraire à une réquisition en présentant un devis de travaux d'aménagement du logement. Le DAL (association pour le droit au logement) réclamait la suppression de cet obstacle, constatant que, les rares fois où les autorités recouraient à cette réquisition, les grandes sociétés présentaient un devis et gagnaient du temps en s'engageant à faire des travaux.

Mais on n'en est plus là. Les grands propriétaires immobiliers (sociétés d'assurance, compagnies immobilières) ont obtenu des modifications de ce texte. La nouvelle version de la loi Duflot présentée le 20 novembre à l'Assemblée nationale ne remet plus en cause ce recours aux devis. Pire, le projet de loi accorde désormais un délai de 24 mois au propriétaire pour faire des travaux et louer son bien. Ajouté



aux délais de procédure qui se montent au minimum à trois mois, cela renvoie le délai d'application de la loi de réquisition à 27 mois au minimum. Soit en avril 2015 au mieux si la loi est promulguée début janvier ! Les familles sans logement ou mal logées sont priées d'attendre.

La réquisition des logements vacants ne résoudrait pas tout le problème du logement. D'une part parce qu'il n'y en aurait pas assez pour reloger correctement et dans chaque région toutes les familles mal logées. D'autre part parce qu'il faudrait distinguer entre les sociétés d'assurance qui volontairement ne mettent pas en location pour spéculer

sur la hausse des prix de l'immobilier, et la personne qui se méfie des impayés. La réponse à la situation actuelle passerait par un plan conséquent de construction de logements – il en faudrait un million très rapidement – pris en charge par l'État sans en passer par les constructeurs privés et loués à prix abordable aux familles nécessiteuses.

L'augmentation ces dernières années du nombre de logements vacants (2,4 millions selon l'Insee) témoigne de la spéculation galopante dans ce secteur. Et c'est pour ne pas déplaire à ces spéculateurs que le gouvernement a fait marche arrière.

Stéphane FORT

## • Augmentation du timbre-poste

# Tous les mauvais prétextes

La Poste vient d'annoncer une augmentation de ses tarifs au 1er janvier 2013. Le timbre rouge pour la lettre prioritaire, distribuée théoriquement dans les 24 heures après son envoi, passera de 0,60 à 0,63 euro, soit une hausse de 5,1 %. Celui de la lettre verte, distribuée dans les 48 heures, de 0,57 à 0,58 euro.

La Poste affirme que l'ensemble de ses tarifs n'augmentera pas plus que l'inflation depuis la dernière hausse, intervenue il y a dix-huit mois. Peut-être, mais c'est justement de telles augmentations qui créent l'inflation. Il faut d'ailleurs constater que La Poste n'applique pas la même règle lorsqu'il s'agit des salaires de ses employés.

Ceux des fonctionnaires sont gelés depuis plusieurs années et, quant aux contractuels, ils n'ont que de ridicules augmentations.

Le fait que la lettre verte augmente un peu moins n'est pas anodin. La Poste essaie d'attirer le maximum d'utilisateurs vers ce produit qui lui permet de se débarrasser des contraintes de la distribution

sous 24 heures et de supprimer du personnel, en particulier la nuit. Cela n'a rien à voir avec un quelconque souci de « promouvoir le respect de l'environnement », comme le disent ses responsables, qui mettent en avant le fait que cette lettre est transportée en train et en camions plutôt qu'en avion. L'argument est vraiment mal venu alors que La Poste regroupe ses plates-formes de tri et de distribution pour en réduire le nombre, jetant ainsi plus de véhicules chargés de courrier sur les routes.

Il faut aussi noter que le courrier aux entreprises ne subit pas le même sort que celui des particuliers. Dans la lettre qu'ils leur adressent, les directeurs de La Poste chargés des entreprises écrivent que « l'évolution tarifaire des envois de courrier industriel au cours des neuf dernières années a été inférieure à 1 % par an ». C'est ce qu'ils appellent « restituer à ses clients une partie de ses gains de performance » !

Ces arguments sont destinés à faire avaler la hausse au public. Mais auprès de l'organisme chargé d'encadrer les

tarifs, l'ARCEP, les directeurs de La Poste ont surtout plaidé la nécessité de compenser par une hausse des tarifs la baisse du trafic postal, qu'ils estiment on ne sait trop comment à 4 % par an dans les années à venir. C'est exactement le même argument qu'ils servent aux postiers pour justifier les suppressions d'emplois. C'est ainsi que La Poste, devenue société anonyme, génère des bénéfices en hausse. Augmentation des prix, réduction des effectifs et gel des salaires, c'est la recette magique.

Daniel MESCLA



## • Notre-Dame-des-Landes

# Le nouvel aéroport a du mal à décoller

**300 tracteurs et entre 30 000 et 40 000 personnes sont venues de toute la France pour manifester, samedi 17 novembre, contre le projet d'aéroport du Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes, commune rurale à 25 km au nord de Nantes.**

Organisée par des associations locales de défense des terres agricoles, de l'environnement, de la Confédération paysanne ainsi que par Europe Écologie les Verts et le Parti de gauche (dont les représentants nationaux étaient présents), la manifestation visait à reprendre des maisons et hangars dont les propriétaires avaient déjà été expulsés, mais qui étaient occupées depuis deux ans par des squatters écologistes ou alter-mondialistes, avant qu'ils soient chassés manu militari par les gendarmes et CRS en octobre dernier.

La manifestation avait aussi pour but d'interpeller le gouvernement et de le faire reculer sur ce projet qu'ils qualifient d'inutile, de nuisible pour l'environnement et surtout trop coûteux. Il est vrai que l'utilité de ce projet ne saute pas aux yeux. En tout cas, il n'est pas dicté par la volonté d'améliorer un

service public concernant le plus grand nombre. En cette période de crise, il y aurait sans doute mieux à faire avec l'argent des contribuables.

Car les sommes en jeu sont considérables. La part payée par l'État est de 130 millions d'euros, celle des collectivités locales de 115 millions d'euros pour un budget total estimé à 560 millions d'euros. Le reste serait en principe payé par la société Aéroport du Grand Ouest (AGO) créée pour l'occasion et gérée par Vinci, à qui l'État a confié la concession et donc l'exploitation du futur aéroport pour 55 ans. Vinci et ses actionnaires seront donc les grands gagnants de ce chantier.

Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls intérêts financiers qui sont en jeu, puisqu'à la place de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique, plus près de Nantes et donc bien situé du point de vue des promoteurs immobiliers, des projets sont déjà à l'étude. Pourtant, les opposants au projet de Notre-Dame-des-Landes soulignent le fait que l'actuel aéroport n'est pas saturé et que, de plus, il serait possible de construire une deuxième piste.

Déjà en octobre dernier, gendarmes et CRS sont intervenus sur la demande de Vinci et ordre du préfet pour déloger les squatters. Depuis, l'affrontement entre

les opposants et les CRS est quotidien. La manifestation du 17 novembre a relancé la mobilisation des opposants à l'aéroport, alors que Manuel Valls a réaffirmé la décision du gouvernement de mener le projet à son terme et de faire respecter la loi. Il montre qu'il se situe dans le camp des bétonneurs et combien il fait peu de cas de la partie de la population qui est hostile au projet.

La bataille dans le bocage nantais est loin d'être terminée et ce n'est pas demain que les vaches pourront regarder passer les avions. Pour l'instant, leur lait risque d'avoir un goût de gaz lacrymogène!

**Correspondant LO**

## Vieux projet et constante opposition

Le projet d'aéroport à Notre Dame-des-Landes n'est pas nouveau. En 1974, le département de Loire-Atlantique s'était porté acquéreur de 1 225 hectares de terrain en vue de construire un nouvel aéroport. Le projet a dormi dans les cartons jusqu'en 2008, lorsqu'il a été déclaré d'utilité publique par le gouvernement Sarkozy, soutenu par les élus UMP et chaudement applaudi par les élus PS et PCF à la tête des conseils généraux et régionaux des Pays de Loire et de Bretagne.

En 2011, un arrêté

préfectoral a autorisé les démarches pour l'expropriation des maisons (225 propriétaires) et des terrains de 40 exploitations agricoles, soit 1 650 hectares. La contestation a alors commencé à s'organiser autour d'agriculteurs désireux de garder leurs terres et soutenus par un collectif. Elle a ensuite pris de l'ampleur à l'approche de l'élection présidentielle.

Cette opposition au projet interpellait Hollande, futur président de gauche, et Jean-Marc Ayrault, alors maire de Nantes et l'un des plus ardents

défenseurs du nouvel aéroport. Pour les élus d'Europe-Écologie les Verts, élus sur des listes de gauche à la mairie de Nantes, mais aussi au département et à la région, le projet était difficile à avaler. Ce qu'ils ont fait pourtant sans état d'âme, dans un accord passé avant l'élection présidentielle en échange d'un groupe à l'Assemblée et de deux ministres! Les protestations des militants locaux et de ceux qui manifestent aujourd'hui n'ont pas pesé lourd dans la balance...

**Correspondant LO**

## • Les manifestations contre le mariage homosexuel

# Démonstration réactionnaire

**Plusieurs manifestations étaient organisées durant le week-end des 17 et 18 novembre contre le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux homosexuels. Entre celle du samedi qui avait été appelée par la droite et l'extrême droite, avec le soutien des évêques de France et de leur président, André XXIII, et celle du lendemain appelée par l'institut Civitas, un mouvement intégriste catholique, pour qui ne partageait pas le point de vue réactionnaire des participants, il ne faisait pas bon arpenter certaines rues de Paris et de quelques autres villes ce week-end.**

Ceux-ci ont défendu leur vision de la famille, du mariage, et surtout leur volonté que cette vision s'impose à toute la société.

Cela fait maintenant plusieurs semaines que tout le gratin réactionnaire s'agite sur

cette question. Les représentants des différentes confessions ont multiplié les déclarations, souvent ridiculement outrancières, contre le projet de loi du gouvernement. Après l'archevêque cardinal de Lyon, Barbarin, qui prophétisait toutes les

dérives, c'est le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, qui s'est exprimé pour défendre la sacro-sainte famille, puis l'Union des organisations islamiques de France, l'UOIF, qui est allée jusqu'à mettre en garde contre « le risque de zoophilie » qu'entraînerait l'autorisation du mariage entre personnes du même sexe!

Durant la manifestation du dimanche 18 novembre, où se sont retrouvées toutes les tendances de l'extrême droite ou presque, depuis l'Action française jusqu'au MNR, l'expérimentation de Bruno Mégret, en passant par le Parti de la

France de Carl Lang, le Renouveau français, la Renaissance catholique, l'Alliance royaliste et le GUD, les slogans étaient ouvertement sexistes et homophobes. Et des militants d'extrême droite, ne se contentant pas des slogans orduriers, s'en sont pris violemment à des féministes du mouvement Femen et à la journaliste Caroline Fourest.

Voilà des courants qui ne défendent pas seulement une vision réactionnaire de la société, mais qui souvent sont prêts à l'imposer à tous, au besoin à l'aide de leurs poings.

**Aline RETESSE**

## • Irlande

# Des lois et des préjugés criminels

À Dublin, en Irlande, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 18 novembre pour le droit à l'avortement, suite au décès d'une jeune femme après que des médecins eurent refusé d'interrompre sa grossesse.

À l'hôpital de Galway où s'était présentée Savita Hallapanavar, une dentiste indienne de 31 ans, enceinte de dix-sept semaines, les médecins avaient diagnostiqué qu'elle était en train de faire



une fausse couche. Mais sous prétexte que le cœur de l'enfant battait encore, ils la renvoyèrent chez elle et attendirent une semaine avant de pratiquer l'avortement, trop tard pour la jeune femme qui est décédée d'une septicémie.

Dans la très catholique Irlande, les curés et les préjugés réactionnaires véhiculés par l'Église font la loi, et l'avortement est toujours illégal. En 1992 seulement, il a été admis qu'il pouvait être pratiqué en cas de circonstances exceptionnelles, mais cela n'a pas été aboli pour autant un précédent texte de 1987 disant que la vie de l'enfant valait autant que celle de la mère.

Apparemment, les médecins de Galway ont jugé prioritaires les tentatives pour sauver un fœtus de quatre mois, non viable, plutôt que la vie d'une femme. Voilà le résultat d'un obscurantisme érigé en raison d'État.

**Marianne LAMIRAL**



• **Palestine**

**Non à l'agression israélienne contre Gaza !**

Après six jours de bombardements qui ont fait au moins 116 morts du côté palestinien, Israël a annoncé qu'il renonçait provisoirement à son offensive terrestre. Il s'agit d'offrir une chance à une solution diplomatique, ont précisé ses dirigeants, ceux-là mêmes qui terrorisent de façon continuelle les populations de Gaza et de Cisjordanie.



seront abattus, le moment où ses tanks entrèrent arrosés quelques kilomètres carrés de leurs engins explosifs et les moments où l'on pourra avoir l'impression de vivre. Comment, dans cette « cage », pourrait-il ne pas y avoir des femmes et des hommes qui refusent l'enfermement, la misère et l'oppression subis ?

Mais, invasion terrestre ou pas, les actes de guerre, au premier rang desquels les bombardements, continuent, répandant leur lot de morts et de désolation.

Des terroristes, les Palestiniens ? Non, des femmes et des hommes qui aspirent à la dignité et dont certains sont prêts à se battre pour elle. C'est d'ailleurs en tant qu'agressés que les Palestiniens réagissent le plus souvent. Le 14 novembre, après qu'une trêve avait été obtenue deux jours plus tôt, le chef militaire du

Hamas était assassiné. C'est en réponse à cet assassinat dit « ciblé » que des roquettes ont alors été tirées sur Israël. Quelques jours plus tôt, le 8 novembre, des forces israéliennes pénétraient dans la bande de Gaza, rompant une période de calme de deux semaines. Lors de cette opération, un enfant de 12 ans était tué alors qu'il jouait au football. Et c'est après cet assassinat que quatre soldats israéliens ont été blessés par un tir de roquette.

Dans ce conflit sans fin, il n'y a qu'un responsable : non pas celui qui se défend mais celui qui agresse, en l'occurrence l'État d'Israël. Dans la bande de Gaza où s'entassaient un million et demi de personnes, 80 % de la population dépendent de l'aide alimentaire. Le territoire est totalement contrôlé par Israël. Une Française vivant à Gaza en donne la description suivante : « Gaza est une cage où une puissance étrangère décide de tout, la quantité des denrées qui entre ou n'entre pas, les lieux où les gens pourront rester en vie et ceux où ils

en l'occurrence les forces israéliennes. Les dirigeants impérialistes ne subissent pas la politique israélienne, ils s'en servent. Après le départ un peu piteux de leurs forces d'Irak et un départ programmé d'Afghanistan, il restera dans la région des armées totalement fidèles, si ce n'est inféodées à l'Occident : celles d'Israël. Et cela vaut bien de les soutenir sans réserve dans leur guerre contre la population palestinienne, tout en leur donnant néanmoins quelques conseils avisés.

Alors, si agresseur il y a, ce sont les dirigeants israéliens. Cette réalité, tout le monde la connaît, y compris les principaux soutiens d'Israël, au premier rang desquels les États-Unis. Dès

le début de l'agression israélienne envers Gaza, Obama s'est empressé d'apporter un soutien franc et sans faille au gouvernement israélien, suivi par tous les autres gouvernements occidentaux, y compris ceux qui, comme le gouvernement français, ont formulé quelques bémols hypocrites, plutôt destinés à une frange de leur opinion publique.

Ainsi, Obama vient de glisser à l'oreille des dirigeants israéliens qu'il serait « préférable » pour eux d'éviter une offensive terrestre dans la bande de Gaza, afin de ne pas s'enliser dans une guerre de rues dont il peut être difficile de se sortir. Obama sait de quoi il parle, lui qui a mené après Bush les longs conflits d'Irak et d'Afghanistan, qui se sont tous deux soldés par des semi-victoires qui sont plutôt des semi-défaites.

Mais ces soutiens dépassent le seul conflit israélo-palestinien. Ils expriment un avertissement à l'adresse de tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient : dans cette région, l'impérialisme possède un bras armé dont il peut à tout moment se servir,

Netanyahu entendra-t-il les conseils de son protecteur ? Ce n'est même pas sûr, tant son arrogance peut lui faire croire que tout lui est permis.

Georges LATTIER

• **Surendettement des États**

**La dette nourrit la dette**

Mardi 20 novembre, les ministres des Finances de la zone euro et la directrice générale du Fonds monétaire international ont décidé de reporter leurs versements à la Grèce. Cinq milliards d'euros auraient dû être versés en septembre, 8 milliards en décembre, et 31,5 milliards d'euros en juin dernier pour permettre à la Grèce d'échapper à la faillite.

Les députés grecs ont voté les nouvelles mesures dites d'économies budgétaires exigées en contrepartie, par exemple le licenciement de 125 000 fonctionnaires d'ici à 2016.

voire rendant illusoire à terme toute perspective de redressement financier.

Le traitement infligé à la Grèce et aux Grecs a enfoncé mois après mois l'économie dans la récession et la population dans la misère. Et au lieu de réduire le déficit et l'endettement de l'État – c'était leur justification officielle – les plans d'austérité successifs ont abouti au résultat contraire. Alors que la Grèce était censée réduire le niveau de sa dette à 120 % de son produit intérieur brut (PIB) d'ici 2020, rien n'y a fait : l'endettement de l'État grec, depuis, n'a cessé de croître, passant de 150 % du PIB en 2010 à 170 % en 2012, pour atteindre sans doute 190 % d'ici à 2014, renvoyant aux calendes,

Face à cette situation, les États de la zone euro, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI) sont divisés sur la marche à suivre. Détenant désormais 75 % de la dette de l'État grec, après en avoir débarrassé les banques, ils en sont devenus les principaux créanciers. La balle est donc dans leur camp. Mais Christine Lagarde au nom du FMI, avant de déboursier sa part des prêts prévus, exige des Européens qu'ils « restructurent » la dette de l'État grec, autrement dit qu'ils réduisent, voire abandonnent tout ou partie de leurs créances. Une solution qu'ils refusent d'envisager. D'où une partie de bras de fer qui, jusqu'à maintenant, a différé le déblocage des

prêts et fait peser une menace sur la Grèce, dont les caisses sont vides. Les grandes banques, qui se sont débarrassées des obligations grecques qu'elles détenaient, s'en tirent bien : ce sont les contribuables qui épongeront les pertes.

En Grèce, comme dans tous les autres États de la zone euro, les gouvernements imposent aux populations des plans d'économies drastiques, sous prétexte

de réduire le déficit du budget de l'État, de réduire sa dette pour, à terme, relancer l'économie. C'est un mensonge. Partout, l'accumulation des mesures d'austérité aboutit et aboutira aux mêmes résultats : elle appauvrit les États et les populations, fait exploser le chômage, plonge les économies dans la récession et gonfle l'endettement public. Sur un an, de juin 2011 à juin 2012, le taux de la dette publique

est passé de 101 à 111 % du PIB en Irlande, de 66 % à 76 % en Espagne, de 121 % à 126 % en Italie. En France ce taux est passé de 86 % à 91 % soit une dette passée de 1 696 milliards d'euros à 1 832 milliards d'euros. Pour le plus grand profit des banquiers, dont l'endettement des États est devenu l'une des principales sources de revenu.

Jean-Jacques LAMY

• **Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 147 (novembre 2012)**

- **États-Unis :** Élection présidentielle : deux candidats de la bourgeoisie pour un fauteuil
- **Mali :** Manœuvres diplomatiques et militaires de l'impérialisme français
- **Venezuela :** Derrière la vitrine des programmes sociaux, Chávez remplit sa mission vis-à-vis du grand capital
- **Sidéurgie lorraine :** Des de Wendel à Mittal : l'enrichissement ininterrompu des grandes familles bourgeoises

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro



• **Portugal**

**Après la grève du 14 novembre Quelles perspectives pour les travailleurs ?**

Le 14 novembre, jour de l'appel de la Confédération européenne des syndicats à manifester dans plusieurs pays européens contre l'austérité, des dizaines de milliers de Portugais ont participé à la grève générale et aux manifestations organisées dans tout le pays par la CGTP. L'opposition à la politique d'austérité menée par le gouvernement de droite de Passos Coelho et la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) se confirme, sans trouver de souffle nouveau ni disposer de perspectives claires.

La population travailleuse sait parfaitement ce qu'elle rejette : le chômage massif (15,5 %), les salaires et les faibles retraites brutalement réduits, la durée du travail accrue, l'âge de départ à la retraite repoussé, les impôts augmentés, les budgets sociaux et tous les services publics victimes de coupes. Tout dernièrement encore, quatre jours de congé ont été supprimés, dont

deux anniversaires civils et deux fêtes religieuses. Le pouvoir d'achat a tellement chuté que des patrons s'inquiètent et protestent contre la récession.

Une des expressions de cet appauvrissement est une nouvelle vague d'émigration. Sauf que ces nouveaux émigrés arrivent dans des pays européens ou américains déjà fortement touchés par le chômage. En France par exemple,

alors que dans les années 1960 ils trouvaient sans peine du travail, aujourd'hui ils ne survivent bien souvent que grâce aux associations caritatives portugaises. Contre cette situation, les manifestations n'ont pas manqué depuis l'été : le 15 septembre, avec un million de personnes dans la rue, un Portugais sur dix ; le 29 septembre à Lisbonne, à l'appel des deux confédérations syndicales, CGTP et UGT ; les 13 et 15 octobre contre le budget annoncé pour 2013 par Passos Coelho ; le 31 octobre contre le vote de ce même budget par l'Assemblée. Mais si la classe ouvrière est unanime contre l'austérité, seul le secteur public, cheminots, salariés du métro et des bus, enseignants, hospitaliers,

participe aux grèves. Il n'est pas certain même que les travailleurs des entreprises privées y soient vraiment appelés par leurs syndicats. Pourtant, ne pas tenter de les associer aux mouvements, c'est renoncer à faire pression sur le patronat et sur son État.

Pour vaincre, il faudrait commencer par proposer des perspectives claires aux travailleurs, ce que ne fait aucune des organisations de l'opposition. Le Parti socialiste, qui il y a un peu plus d'un an menait cette même politique d'austérité, ne s'y oppose que mollement aujourd'hui et ses ambitions se limitent à revenir au pouvoir. Le Parti communiste portugais appelle à chasser le gouvernement, mais ses vues sont uniquement électorales

Vincent GELAS

• **Allemagne**

**Après la grève à la Lufthansa**

En Allemagne, le conflit qui a touché la compagnie aérienne Lufthansa s'est conclu, mi-novembre, par un accord entre la direction et le syndicat catégoriel UFO concernant les 19 000 membres du personnel navigant commercial (hôtesses et stewards).

Fin août et début septembre, plusieurs journées de grève avaient largement perturbé le trafic et conduit la Lufthansa à annuler plus de mille vols. La grève s'était arrêtée après la promesse de la direction de ne plus avoir recours à l'intérim. Puis avait suivi une longue période de négociation... sous l'autorité d'un conciliateur, Bert Rurup, un expert économique, membre du SPD, mais lui-même patron, fondateur d'une société de conseil aux entreprises.

Comme toujours, après avoir laissé s'exprimer la force des travailleurs pendant quelques jours, les dirigeants syndicaux se sont empressés de négocier un compromis, en laissant retomber la pression. Ceux du syndicat UFO, qui s'est séparé de la centrale syndicale DGB en 1992, n'ont pas une pratique différente dans ce domaine.

La direction de l'entreprise s'est engagée à ne pas procéder à des licenciements d'ici la fin 2014 et à ne pas avoir recours à l'intérim, au moins jusqu'en 2016. Sur le plan salarial, après trois années de vaches maigres, les travailleurs vont toucher une prime de

rattrapage de 320 euros et une augmentation de 3,95 % sur la période des deux ans à venir. Mais les augmentations d'indice pour les nouveaux embauchés vont être revues à la baisse et la flexibilité du temps du travail va être aggravée pour tous.

C'est donc un compromis, où les revendications de départ, en particulier 5 % d'augmentation, n'ont pas été totalement

satisfaites. Mais c'est déjà ça, dans un contexte où le patronat arrive à imposer des reculs sans réaction notable. Lufthansa met ainsi en place, parallèlement, un plan de suppression de 3 500 postes dans les services administratifs.

Il reste maintenant aux plus de 10 000 membres d'UFO à voter pour dire s'ils acceptent cet accord. Comme tous les

travailleurs qui se défendent, ils ont été traités de « privilégiés » qui conduiraient l'entreprise à sa ruine, mais ils ont montré qu'on pouvait ne pas céder devant ce type de calomnie. De quels privilégiés parle-t-on d'ailleurs ? Une hôtesse de l'air, qui travaille en équipe, le week-end, et passe souvent la nuit hors de chez elle, commence ainsi sa carrière avec un salaire de base de 1 780 euros

brut, et la termine avec environ le double. Alors que les dirigeants qui ont déversé des calomnies sur les grévistes gagnent cette somme chaque jour...

Le personnel de cabine de la Lufthansa peut être fier d'avoir redressé la tête. Et il a vérifié que le seul langage que comprennent les patrons est celui de la détermination.

Henri MARNIER

• **Pollution industrielle**

**Les déchets du capital**

Un rapport publié par l'ONG Blacksmith Institute chiffre l'impact sur la santé de diverses pollutions industrielles. En s'appuyant sur des études de l'Organisation mondiale de la santé, ses rédacteurs ont étudié les effets liés à 2 600 sites industriels dans le monde. Ils concluent que 125 millions de personnes sont intoxiquées et que ces pollutions entraîneraient au total la perte de 17 millions d'années de vie.

L'impact de ces pollutions sur la santé de l'humanité serait ainsi du même ordre que celui du paludisme, de la tuberculose ou du sida. Les activités les plus dangereuses sont liées au travail du plomb, de l'or, ainsi qu'à celui qui se

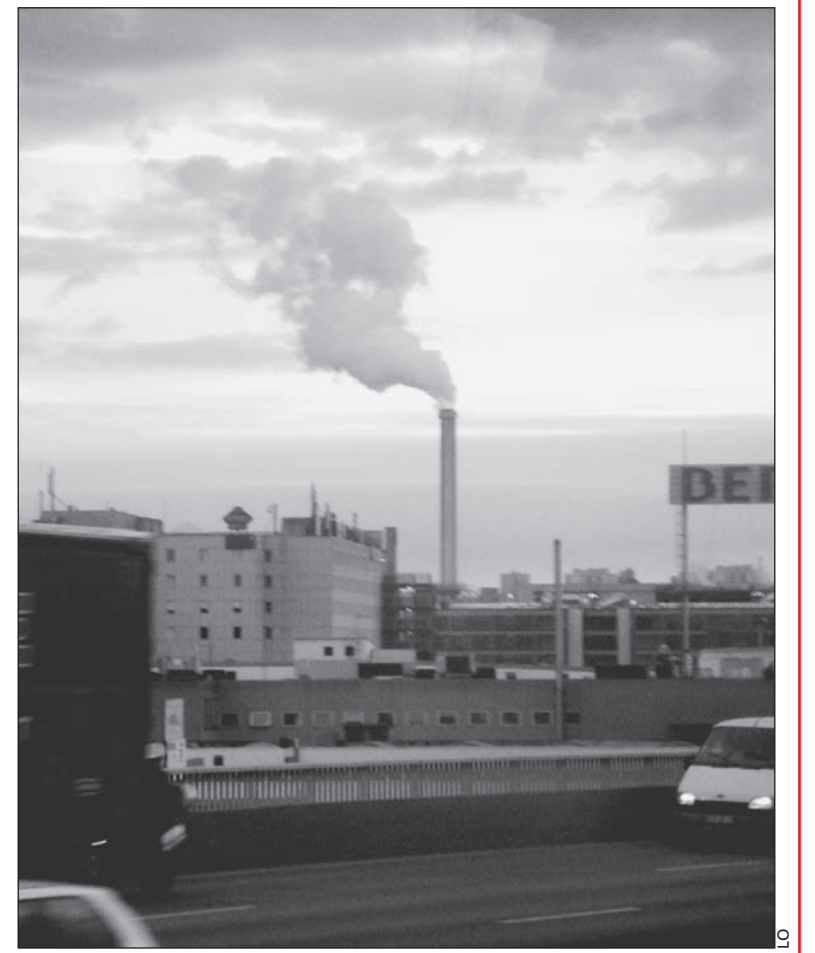
fait dans les décharges. La plupart des sites toxiques recensés se situent dans des pays dits pauvres où, pour réduire les coûts de production, aucune précaution n'est prise.

Pourtant, les risques liés à ces produits industriels sont connus. Il existe des équipements de protection efficaces. Mais, pour les grandes compagnies industrielles, leur coût est trop élevé. Peu leur importe la vie des travailleurs.

Ce rapport souligne également que les moyens consacrés par les États et les organismes internationaux pour prévenir ces pollutions ou assainir les zones polluées sont dérisoires.

L'expansion du capitalisme s'inscrit dans un tel bilan.

Jean POLLUS





• Mali

# Hollande prêt à l'intervention... avec la peau des soldats africains

Tout semble prêt désormais pour une énième guerre en Afrique, au nord du Mali. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement français se prépare à intervenir, en tentant à la fois de mobiliser les instances européennes et de déléguer aux troupes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Cédéao, le soin d'agir en direct sur le terrain.

Les affrontements dans le nord-est du Mali, entre mouvements armés qui se réclament de l'islamisme et rébellion touareg se disant favorable à l'autonomie de la région, ont pris récemment un tournant plus violent. La rébellion touareg, qui s'affiche en Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), tente de se présenter aux yeux des dirigeants maliens et des grandes puissances européennes comme le seul intermédiaire capable de maîtriser l'activité, dans le nord-est près de la frontière nigérienne, des factions islamistes Aqmi et Mujao. Un troisième groupe armé, Ansar Eddine, a de son côté déjà fait le choix du rapprochement avec le gouvernement de Bamako.

Le 20 novembre, Hollande recevait à Paris le président mauritanien Ould Abdel Aziz : la mise en scène du parfait accord franco-africain pour venir à bout des groupes

armés agissant au nord-Mali s'affinait. Auparavant, le 11 novembre, la Cédéao avait approuvé l'envoi dans cette région d'une force militaire soutenue sur le plan logistique par des puissances occidentales. Puis les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont fort opportunément donné leur accord à l'envoi d'une « mission de soutien » à cette intervention militaire qui ne devrait avoir lieu que dans plusieurs mois. Il s'agirait, pour les États européens, d'envoyer quelque 250 instructeurs chargés de « former » les bataillons de la Cédéao envoyés au feu. Les autorités françaises, réputées les meilleures connaisseuses du « dossier malien » – à en croire Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne – dirigeront cette « mission ».

Il reste à obtenir le feu vert de l'Onu dont le Conseil de sécurité devrait se prononcer



Un général guinéen, chargé de coordonner les troupes, serre la main d'un officier malien.

en décembre sur cette intervention militaire. Or il semble que, pour l'instant, les dirigeants américains fassent la fine bouche devant le scénario programmé. Les effectifs prévus par la Cédéao seraient, disent-ils, insuffisants, et l'armée nigérienne, qui fournit une partie importante du contingent, comme l'armée malienne elle-même, en tropiteux état. En fait, les États-Unis voudraient sans doute eux aussi jouer leur partition dans cette région au sous-sol

particulièrement riche, alors que, pour l'instant, les impérialismes européens, et en particulier français, ont tissé de nombreux liens leur permettant de continuer à prospérer sur l'exploitation des mines d'uranium et celle des populations.

Le prétexte de la défense des populations du Mali contre les intégristes a bon dos. Ce qui est en jeu est le maintien de la domination de l'impérialisme dans cette région. Dans ce domaine aussi, Hollande

met ses pas dans ceux de son prédécesseur, en se moquant bien des populations civiles victimes « collatérales » des affrontements dans le nord-Mali, comme des militaires africains qui, bientôt peut-être, devront s'en aller combattre pour le profit d'Areva. Mais une intervention militaire au nord-Mali pourrait bien signifier s'enfoncer dans un bourbier, à la manière des troupes occidentales en Afghanistan et en Irak.

Viviane LAFONT

• Italie

# Criminels de guerre impunis

L'article suivant est extrait de *l'Internazionale*, journal de nos camarades italiens de l'UCI (n° 115 d'octobre 2012)

Le parquet de Stuttgart a décidé le 1<sup>er</sup> octobre dernier que contre les dix SS condamnés à perpétuité en Italie en 2005 par le tribunal militaire de La Spezia pour le massacre de Sant'Anna di Stazzema, il n'y a pas de preuves suffisantes. La condamnation fut entre autres confirmée en appel et par la cour de cassation italienne en novembre 2007. 560 civils tués en août 1944, pratiquement tous des enfants, des femmes ou des anciens, et il n'y a aucun coupable. Il est normal que toute cette affaire ait suscité le dégoût et l'indignation, et pas seulement parmi les habitants de Sant'Anna di Stazzema!

Mais quelques semaines auparavant à Affile, petite commune de la province de Rome, on inaugurerait le monument dédié à Rodolfo Graziani, « maréchal d'Italie », ancien gouverneur de Cyrénaïque et ex

vice-roi d'Éthiopie, et surtout criminel de guerre. C'est pur hasard si les deux faits, la décision de Stuttgart et l'inauguration du monument, se sont produits à peu d'intervalle. Mais cette simultanéité suggère forcément des réflexions. Du monument, le *Corriere della Sera* nous apprend qu'il a été financé grâce aux crédits de la région du Latium. À l'exception d'une question parlementaire d'un député du Parti démocrate, il ne semble pas que cela ait suscité un scandale particulier, et pourtant il y aurait de quoi.

Selon l'historien Angelo Del Boca, Graziani fut « l'assassin le plus sanguinaire de tout le colonialisme italien ». Coupable des bombardements au gaz toxique contre la résistance éthiopienne et les populations, coupable pour la déportation dans des conditions atroces de dizaines de milliers de personnes, coupable pour les représailles aveugles contre la population des colonies de « l'Afrique orientale italienne ».

L'une de celles-ci, qui se déclina après l'échec d'un attentat contre Graziani, mena à la mort de 30 000 civils éthiopiens assassinés par les patrouilles fascistes et par des « volontaires » citoyens colonisateurs. L'envoyé du *Corriere della Sera* de l'époque écrivit dans son propre journal : « Tous les civils (italiens) d'Addis-Abeba se sont livrés à une vengeance foudroyante, avec les moyens du plus authentique « squadrisme » fasciste. Ils patrouillent armés de gourdins et de barres de fer, s'en prenant à tous les indigènes qui se trouvent encore à leur portée... Inutile de dire que le

massacre s'abat sur une population surprise et innocente ».

Dans l'après-guerre Graziani fut jugé et condamné à 19 ans de prison pour trahison, ayant adhéré à la République de Salò. Dans la sentence il n'est fait aucune mention de ses crimes en Éthiopie, en Libye. On peut comprendre pourquoi : la quasi-totalité des sommets militaires de l'Italie « née de la Résistance » comme du reste la quasi-totalité des hauts bureaucrates de l'État et les magistrats eux-mêmes, occupaient les mêmes postes sous le régime fasciste. Du reste Graziani, entre amnisties et

remises de peine, ne resta en prison que quatre mois.

Le procès contre les auteurs du massacre de Sant'Anna a été rendu possible par la mise au jour dans les caves du Tribunal militaire de Rome d'une armoire contenant 695 fascicules archivés « provisoirement » après la guerre. Il s'agit de la fameuse « armoire de la honte ». Pendant de longues années, avec le nouveau partage de l'Europe et la Guerre froide, les différents gouvernements occidentaux préférèrent en finir avec les procès contre les officiers allemands ou italiens qui s'étaient distingués par des actions criminelles : leur collaboration devenait utile.

L'État allemand s'est couvert de honte par la sentence de Stuttgart, mais au moins personne ne pense à ériger un monument aux criminels de Sant'Anna. En Italie on a érigé, avec l'argent des contribuables, un monument au boucher Graziani avec en gros caractères l'inscription « Patrie et Honneur »...



Une inscription sur le monument à Graziani : « Vous appelez héros un assassin. »



• **Les 24 et 25 novembre 1912, le Congrès socialiste de Bâle**

## Le capitalisme fauteur de guerre

Il y a juste cent ans, les 24 et 25 novembre 1912, se tenait à Bâle, en Suisse, un congrès de l'Internationale ouvrière, la Deuxième Internationale, qui rassemblait les partis ouvriers de tous les continents. Il allait avoir un retentissement mondial et servir de référence à toute une génération de révolutionnaires et de militants ouvriers.

Le développement capitaliste avait abouti à la mise en coupe réglée de toute la planète, avec la constitution des empires coloniaux et des chasses gardées de quelques grandes puissances. Mais, empêtrés dans les contradictions du capitalisme et face à une rivalité exacerbée, les représentants de chaque pays concurrent ne voyaient d'issue que par la guerre, en vue d'imposer un nouveau partage du monde au profit de leur propre classe capitaliste.

Mais le mouvement ouvrier, partis et syndicats, s'était développé parallèlement. Dès ses premiers pas, le mouvement ouvrier s'était construit au nom d'un combat commun de toute la classe ouvrière internationale, dont les intérêts et le sort étaient étroitement liés, au présent comme au futur. Les deux slogans repris par tous, et qui symbolisaient ce combat, étaient « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Dès que les organisations ouvrières se développèrent, elles mirent sur pied une organisation internationale qui, en retour, permit le développement de nouveaux partis et leur enracinement au sein de la classe ouvrière de pays de plus en plus nombreux.

### Un mouvement ouvrier puissant postulant à la direction de toute la société

Le congrès de Bâle de 1912 était un congrès extraordinaire de la Deuxième Internationale, fondée en 1889, réuni en urgence face aux menaces de guerre entre les différents impérialismes concurrents. Après la tension franco-allemande au Maroc, la guerre venait d'éclater dans les Balkans, annonçant la Première Guerre mondiale.

Le mouvement ouvrier était puissant : huit millions de travailleurs d'Europe votaient alors pour les partis socialistes, bien que les femmes n'aient pas

le droit de vote et bien que, dans de nombreux pays, il n'existait pas. Ceux qui votaient pour les partis socialistes le faisaient sur un programme clair, tel que le manifeste électoral présenté par le Parti socialiste en France pour les élections de 1910. Celui-ci précisait que, « tant que les moyens de production seront détenus par une classe, tant que cette classe capitaliste, maîtresse des grands domaines, des grandes usines, dominera et exploitera le travail, il n'y aura pour vous ni liberté, ni sécurité, ni bien être... C'est votre substance qui fera la richesse de vos maîtres, c'est votre passivité qui fera leur force. » Et, à propos de la guerre, le manifeste électoral de 1906 précisait : « Vous rendrez la guerre impossible en chassant du gouvernement ceux-là seuls qui y ont intérêt et en installant au pouvoir votre propre classe. »

### « Guerre à la guerre » signifie en finir avec la domination capitaliste !

C'est au nom du prolétariat international que se tint ce congrès de Bâle. Dans toutes les grandes villes d'Europe, il avait été précédé de manifestations rassemblant des foules immenses de travailleurs avec le slogan de « Guerre à la guerre ». L'ouverture du congrès fut précédée d'un cortège de 12 000 manifestants se rendant à la cathédrale luthérienne, où les dirigeants des principaux partis socialistes prirent la parole. L'émotion fut à son comble quand ce fut le tour de Jaurès. En citant le poème de Schiller, « Je briserai les foudres de la guerre qui menace dans les nuées », il conclut : « Oui, j'ai entendu cette parole d'espérance. Mais cela ne suffit pas pour empêcher la guerre. Il faudra toute l'action concordante du prolétariat mondial. »

Le lendemain, dans l'enthousiasme, les 555 délégués votèrent à l'unanimité les principes qui avaient été arrêtés aux congrès précédents :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau international, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés, et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. »

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser, de

oseraient risquer la guerre. Et, debout sur la table qui servait de tribune sur le parvis de la vieille cathédrale de Bâle, j'ai menacé l'Europe... C'était tout simplement grandiose, cette protestation des peuples contre la guerre. »

Dans les jours et les semaines qui suivirent, des centaines de milliers de travailleurs reprirent à leur compte ces résolutions, manifestant la force et la conscience du prolétariat européen. En 1913, au Pré-Saint-Gervais, Jaurès haranguait encore près de 150 000 manifestants rassemblés contre la guerre, au nom de l'union internationale des travailleurs.

mais bien à cause de la trahison de ses chefs. Au moment de l'épreuve, les dirigeants socialistes tournèrent casaque et se rangèrent derrière leur bourgeoisie respectueuse au nom de la « défense de la patrie » et de « l'union nationale ». C'est que le ver était dans le fruit : si, à Bâle, les dirigeants avaient encore pu faire des déclarations internationalistes et révolutionnaires, pour la plupart ils s'étaient installés de fait dans le monde bourgeois et tenaient par-dessus tout à y préserver leur place. Après l'assassinat de Jaurès, le 31 juillet 1914, tous les dirigeants socialistes et ceux de la CGT firent allégeance à la bourgeoisie française et à sa guerre. Le 4 août, les députés socialistes français et allemands votèrent les crédits de guerre pour leur armée respective. Ainsi, en France, au lieu de risquer l'emprisonnement après la déclaration de guerre, ces dirigeants allaient occuper des postes ministériels, y compris Jouhaux pour la CGT.

Les idées de Bâle allaient cependant faire leur chemin. Lénine et le Parti bolchévique en Russie reprirent ses mots d'ordre, de même que Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en Allemagne et des minorités en France et ailleurs. Malgré la trahison des dirigeants, l'objectif de transformer la guerre impérialiste en guerre sociale en vue de construire la république universelle des travailleurs, demeura pour beaucoup. Les prolétaires russes entamèrent le combat et prirent le pouvoir en 1917, et il fallut toute l'aide des chefs socialistes traîtres pour sauver les capitalistes des autres pays d'Europe, qui n'échappèrent à la révolution que grâce à l'aide des mêmes dirigeants socialistes qui avaient approuvé la guerre.

Aujourd'hui, les représentants des partis socialistes, communistes et des syndicats sont loin d'une telle politique, n'hésitant même pas à parler de « patriotisme économique ». Mais, face au capitalisme en crise, seule la conscience d'appartenir à une seule et même classe ouvrière, par-delà les frontières et les continents, est porteuse d'avenir.

Paul SOREL



toutes leurs forces, la crise politique et économique créée par la guerre, pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

C'est dire si la « guerre à la guerre » ne se plaçait pas sur le terrain du pacifisme, mais sur celui de la révolution prolétarienne internationale ! Voici comment Alexandra Kollontaï rendit compte de ce congrès dans une lettre : « Il fallait effrayer l'Europe, la menacer de la révolution, du « spectre rouge », au cas où les gouvernements

### La faillite des dirigeants sociaux-démocrates

Quelques mois plus tard, en août 1914, les dirigeants des différents pays capitalistes d'Europe, France, Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Russie, et leurs alliés respectifs, précipitèrent le monde dans une guerre féroce qui allait faire près de vingt millions de morts. Malheureusement, ils purent entraîner leurs peuples dans cette boucherie, non par suite de la désertion du prolétariat,



### • Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

# La grève après une mesure de trop

**Lundi 19 novembre, la grève à l'appel de la CGT était suivie à 100% par les équipes de conduite de la centrale nucléaire de Cattenom. L'ensemble des grévistes représentaient 10% des 1 200 salariés. Ce mouvement reflète un malaise profond et durait toujours mardi 20 au soir. Il a entraîné une baisse de production électrique de la seule tranche manœuvrable sur les quatre de la centrale ce jour-là.**

Les agents EDF qui veillent à la bonne marche des installations en salle de commande, jour et nuit, ont bien du mal à réaliser leur travail en toute sérénité. Depuis des années déjà, la productivité est le leitmotiv de tous les directeurs. La privatisation de l'électricité n'a fait qu'accroître la pression. Aujourd'hui la coupe est pleine et la sortie de l'équipe de quart d'un opérateur, à qui la direction reproche des écarts, a été la mesure de trop.

Les salariés en continu ont été les premiers à réagir à la décision d'un chef trop zélé. Le 14, une assemblée générale a voté la grève pour lundi 19 avec comme revendications la levée de la sanction et l'embauche de personnel dans les postes non pourvus ainsi que l'anticipation des embauches. À cela s'ajoute le non-respect de certaines promotions accordées dans le cadre du dernier protocole de fin de conflit.

Un directeur délégué s'est

déplacé en fin d'assemblée pour écouter les explications des agents qui ont dénoncé une fois de plus la dégradation de leurs conditions de travail, y compris le fait que la direction ne tienne pas compte des alertes multiples faites en CHS-CT par les représentants du personnel.

Aujourd'hui, la direction reproche un écart, mais

combien d'événements identiques ont été évités grâce aux professionnels en dépit des avis de la ligne hiérarchique?

Alors, le fait de se faire éjecter d'une équipe quand un écart est pointé pour refaire « une période de professionnalisation » a fait bondir le personnel qui a montré sa capacité à réagir collectivement en dépit de l'individualisme ambiant.

La direction s'y connaît pourtant en écarts, elle qui vient de se faire épingler dans toutes les centrales pour dépassement des horaires et non-respect de la réglementation en matière

de repos de 11 h.

Depuis des années, les heures supplémentaires sont légion. Les comptes épargne temps sont remplis. L'Autorité de Sécurité est passée aux injonctions... rien n'y fait en matière d'embauches. Et pourtant EDF se vante dans la presse d'en faire alors que les autres entreprises licencient. Mais on est très loin du compte pour garantir le fonctionnement optimal des installations, d'autant que, après la décision de prolonger la durée de vie des centrales, les travaux supplémentaires prévus à cet effet s'amoncellent.

Étienne HOURDIN



### • Société générale – Paris-La Défense

# La direction vante l'esprit d'équipe... Parlons-en !

**Les résultats du troisième trimestre 2012 de la Société Générale ont été communiqués début novembre : 85 millions d'euros de bénéfices. Et encore, c'est après déduction de provisions faites par la banque et des cessions d'actifs, notamment la vente de ses filiales américaine et grecque – ce qui veut dire qu'elle a dégagé un bénéfice bien supérieur.**

La direction s'est ainsi félicitée de la « capacité des métiers du groupe à générer durablement du capital ». Mais ceux qui sont employés à la Société Générale ne peuvent guère se féliciter d'une amélioration durable des conditions de travail ni de la hausse des salaires.

Cette année encore, la direction a annoncé 0 %

d'augmentation générale des salaires. Et depuis 2008, les primes – dont les écarts peuvent être énormes d'un salarié à l'autre – sont toutes revues à la baisse, qu'il s'agisse de la participation ou de l'intéressement aux bénéfices, ou d'autres primes.

Sont également revus à la baisse, les effectifs : on ne remplace plus les départs à la retraite, on ne remplace plus les démissions, on instaure la mobilité interne. Dans la Banque de Financement et d'Investissements, le mal nommé « Plan Sauvegarde de l'Emploi » a supprimé 880 postes et a entraîné en réalité plus de départs, car ceux qui avaient monté un projet de création d'entreprise pour bénéficier du PSE et qui n'avaient pas été retenus par la direction, se sont vus contraints de démissionner.

Dans la banque de détail, il y a des fermetures de Pôles Services Clients : à Nanterre (400 personnes), et d'ici quelques mois à Bercy (200 personnes) et Réaumur (140 personnes). Un nouveau projet « Mikado » est en cours d'élaboration dans le but d'externaliser 400 emplois.

Parallèlement, les conditions de travail se sont détériorées ; elles deviennent même impossibles. Tous les projets de réorganisation tombent en même temps. Le travail est transformé sous prétexte de répondre aux nouvelles réglementations imposées aux banques, et il faudrait que cette transformation s'opère en un jour... Ces restructurations sont aussi l'occasion de faire travailler plus dans certains services.

Au lieu de proposer au

personnel de réagir – par exemple le 0 % d'augmentation aurait pu permettre d'exprimer un mécontentement – les organisations syndicales se contentent de diffuser l'information. Elles n'ont même pas appelé à se joindre aux manifestations du 9 octobre ou du 14 novembre.

En revanche, elles discutent avec la direction des projets de « transformation » et « d'adaptation ». C'est le fameux esprit d'équipe dont est si fière la direction et qu'elle vante dans ses publicités !

En attendant, la seule équipe qui se porte bien est celle des actionnaires dont les dividendes, depuis ces dix dernières années, se sont élevés à 13 milliards 582 millions d'euros. Ce serait bien à eux de payer !

Correspondant LO

### • Laiterie Candia Saint-Yorre (Allier)

# En lutte contre la fermeture

Depuis lundi 19 novembre à 8 h du matin, les travailleurs de Candia à Saint-Yorre dans l'Allier occupent la laiterie.

Le groupe Candia a annoncé le 9 novembre la fermeture de trois laiteries sur les huit qu'il possède. Il fermerait les laiteries de Saint-Yorre, Villefranche-sur-Saône, et celle du Lude, dans la Sarthe. Au total, 313 emplois seraient supprimés (sans compter les intérimaires).

Les travailleurs de Saint-Yorre ont décidé de réagir. « Si personne ne dit rien, tout ferme », disent-ils avec raison. Des agriculteurs locaux, fournisseurs de lait à Candia, sont venus les soutenir avec leurs tracteurs. Travailleurs et paysans ont les mêmes intérêts : les grands groupes agro-alimentaires font pression pour baisser les prix qu'ils payent aux agriculteurs. En octobre dernier, les producteurs laitiers de l'Aveyron avaient d'ailleurs bloqué une laiterie de Sodial, du groupe Candia, parce que le prix d'achat des 1 000 litres de lait avait baissé de cinq euros. Les chauffeurs ramasseurs du lait sont aussi inquiets parce qu'ils vont devoir faire beaucoup de kilomètres supplémentaires pour les livraisons.

Toute la journée du lundi, la laiterie était bloquée et les ronds-points de Saint-Yorre occupés. Le lendemain, les travailleurs décidaient de poursuivre le mouvement jusqu'au soir 20 heures. Sodial fait des bénéfices, alors il est hors de question de fermer une laiterie. Les pancartes qui ornent l'usine sont claires : « Candia danger pour les emplois », « Les ouvriers, c'est pas du bétail ».

Après la fermeture de l'usine Sediver et ses 250 licenciements il y a quelques années à Saint-Yorre, le projet de 50 licenciements à la verrerie Owens-Illinois à Puy-Guillaume à quelques kilomètres, c'est toute une région que les capitalistes sont en train de réduire à la misère.

« Attention zone de fin de vie », ont accroché les 102 travailleurs à l'entrée de la laiterie. Ils ont décidé de réagir, avec le soutien des travailleurs de la région de Saint-Yorre et de Vichy.

Correspondant LO



## • Groupe Renault

# Non au chantage au chômage !

Les patrons du groupe Renault viennent de dévoiler aux travailleurs leur plan destiné à accroître ce qu'ils appellent la « compétitivité » des usines françaises. En fait, ce qu'ils veulent accroître, sous ce prétexte, c'est l'exploitation des salariés.

Depuis le Salon de l'automobile, en octobre, la direction de Renault fait monter la pression sur les salariés. Carlos Ghosn, le PDG, a d'abord avancé : « Sous sa forme actuelle, oui, le groupe Renault peut disparaître. (...) Je ne connais aucune entreprise qui soit viable, qui puisse prospérer à partir d'une base qui ne soit pas compétitive. (...) La base naturelle de Renault, c'est la France. » Puis, le numéro 2, Carlos Tavarès, revenant sur ce prétendu « problème de compétitivité », a annoncé des réunions de négociation avec les directions syndicales.

En fait de négociation, les patrons de Renault ont décidé d'exercer un véritable chantage à l'emploi. « Dans le cadre d'un accord global sur l'ensemble des mesures proposées au cours du cycle de négociations, écrit la direction dans un *Media* destiné à l'ensemble du personnel de l'usine de Flins, elle pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France. » Toute la menace tient dans le conditionnel « pourrait ». Et les patrons voudraient imposer un regroupement des usines du pays dans deux pôles, au sein desquels la mobilité des salariés d'une usine à l'autre serait

imposée selon le bon vouloir de la direction.

Ainsi un pôle ouest regrouperait les usines de Flins, Cléon, Sandouville, Le Mans et Choisy-le-Roi, un pôle nord-est, celles de Douai, STA Ruitz, MCA Maubeuge et Sovab Batilly. Les travailleurs pourraient être envoyés de l'une à l'autre, pour « faciliter un équilibrage des effectifs », « en fonction de l'activité et des besoins »... de la production. « Ce dispositif, ajoute Renault, ne fonctionnerait plus sur la seule base du volontariat. » En fait, les prêts d'ouvriers entre différents sites existent déjà chez Renault : bien des salariés de Sandouville ou Douai travaillent à Flins, dans le cadre d'un volontariat plus ou moins forcé, à la suite du chômage et des pertes de salaire. Mais leur nouveau dispositif permettrait aux patrons de jongler avec les effectifs, sans recourir au chômage partiel, sans qu'il soit question en l'état d'indemnisation, et surtout sans qu'il soit tenu compte de la vie personnelle des uns et des autres, de leur lieu d'habitation, de leurs moyens de déplacement.

À l'usine de Flins, où



A l'usine Renault de Flins, secteur des presses.

sont fabriquées la Clio 4 et la Zoé, la contrariété le dispute à l'inquiétude, d'autant plus que la direction locale vient d'annoncer, sous prétexte de demande de 2 000 Clio 4 supplémentaires, d'immédiates dégradations des conditions de travail. Ainsi, les quatre samedis de décembre seront travaillés « au volontariat », mais chacun sait quelles pressions cela implique, en particulier pour les intérimaires ou les travailleurs « prêtés » par d'autres usines. Le temps de travail quotidien augmentera

de 5 minutes, ce qui fera sortir l'équipe du soir 10 minutes plus tard. Des débordements systématiques devront rattraper les pannes – et elles ne sont pas rares. Enfin, les espoirs que beaucoup mettaient dans des congés de fin d'année, entre les deux fêtes, sont bien ruinés. Certains même devront venir à l'usine le 31 décembre.

Il va sans dire que, dans ce contexte où les patrons de PSA prétendent supprimer des emplois et fermer des usines, où la vente des véhicules est en baisse, la direction de Renault

profite de la situation pour frapper fort et tenter d'augmenter ses profits. Bénéficiaire de l'allègement de cotisations promis par le gouvernement dans le cadre du « pacte de compétitivité » ne lui suffit pas. Les 17 milliards de profits accumulés depuis 2003 non plus, pas plus que les 723 millions de bénéfices dégagés au premier semestre 2012. Il lui faut tenter d'en imposer encore plus aux travailleurs.

Ce pari est loin d'être gagné.

Correspondant LO

## Au Technocentre

### Renault – Guyancourt

Les responsables du Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, ont organisé, dès le lancement de la campagne de la direction, des réunions dans chaque service pour relayer sur un ton dramatique le projet de Renault, qui n'est qu'un chantage à l'emploi. Ils expliquent que Renault n'a plus d'argent, qu'il faut faire des efforts et que c'est aux salariés de faire des sacrifices, pour que Renault « s'en sorte ».

Dans ces réunions, plusieurs salariés se sont exprimés pour dire qu'eux-mêmes font des efforts depuis des années, les augmentations de salaire étant largement en dessous des hausses d'essence, d'électricité. La charge de travail augmente

à cause de départs de salariés non remplacés. Par ailleurs, la direction n'a pas communiqué autant pour annoncer aux salariés du site qu'ils avaient perdu plus de 900 euros. En effet, les avances de deux primes prévues fin octobre et le 15 novembre sont supprimées.

Aussi, quand la CGT du Technocentre a appelé à un rassemblement le 14 novembre à 10 heures, sur les vingt minutes de pause, il y avait 200 participants dans le hall principal. Ils y ont exprimé leur mécontentement sur les salaires, l'emploi, ils y ont déclaré leur refus du chantage de la direction qui, elle, n'a pas de problème de trésorerie, avec 11 milliards de liquidités.

Correspondant LO

## • Snecma – Gennevilliers

### Un petit tour et... ne vient pas !

Jeudi 15 novembre, Hollande avait décidé de visiter l'usine de la Snecma Gennevilliers. Ce choix n'était pas dû au hasard. En ces temps de crise où de nombreuses usines ferment, où les plans sociaux s'accumulent, l'aéronautique fait partie des rares secteurs qui embauchent. Selon le PDG, 6 000 embauches sont prévues dans le groupe Safran auquel appartient la Snecma, et les carnets de commandes sont pleins.

Dans cette usine, tous les ingrédients étaient donc réunis pour que Hollande puisse se parer de l'image de président de l'emploi, à la pointe de la compétitivité et de la prospérité des entreprises.

La direction avait tenu à garder l'information secrète. Les travailleurs observèrent donc avec surprise le grand nettoyage de l'usine. Tout

fut briqué, les parkings balayés, les allées débarrassées des pièces encombrantes. Le site retrouvait subitement une nouvelle jeunesse. Tout le monde se doutait qu'un personnage important devait venir sur le site, car même la DST s'était déplacée pour examiner les coins et recoins, jusque sur les toits !

Le suspense fut levé dans la soirée du 13 novembre et le nom de l'invité surprise dévoilé : Hollande. C'était une première dans l'histoire de la Snecma : un président de la République se déplaçait sur le site de Gennevilliers !

Les discussions enflèrent subitement dans les ateliers. Certains lâchaient : « Je vais lui dire en face ce que je pense de son changement c'est maintenant », ou encore : « Je vais lui rappeler que j'ai voté pour lui, mais pas pour

qu'il reprenne la politique de Sarkozy. »

La CGT appelait alors à un rassemblement de tout le personnel à 9 h 30 le 15 novembre, pour l'interpeller sur sa politique. Mais, dans la soirée du 14, l'information tombait sans autres explications : Hollande ne viendrait pas. Autant d'énergie et d'argent dépensés pour finalement tout annuler au dernier moment, voilà ce qui choqua de nombreux travailleurs. Beaucoup furent déçus de ne pouvoir rencontrer Hollande pour lui exprimer ce qu'ils pensaient de sa politique.

Reste tout de même un acquis à mettre au crédit de Hollande : grâce à lui, l'usine n'a jamais été aussi propre.

Correspondant LO



### • Hôpital Édouard-Herriot (Hospices civils de Lyon)

## Les conséquences de la grève des internes

Comme il fallait s'y attendre, dès le début de la grève des médecins des cliniques privées et des internes, lundi 12 novembre, les urgences de l'hôpital Édouard-Herriot débordaient. Plus d'une soixantaine de malades étaient installés sur tous les brancards disponibles.

D'autres patients qui auraient dû être couchés ont dû attendre assis. Il fallait au moins six à sept heures pour être vu par un médecin. Cela a duré trois jours, jusqu'au moment où la préfecture a obligé certaines cliniques à assurer un service minimum.

Le mouvement se

poursuivant avec la grève des internes, il y avait encore le 19 novembre presque autant d'attente, avec une quarantaine de patients sur des couchettes. Les internes ont bien essayé de convaincre les hospitaliers de les soutenir, mais sans grand succès.

Sarkozy avait octroyé aux

cliniques privées des missions de service public. Ces missions leur ont permis d'obtenir des financements publics et d'ouvrir de nouveaux secteurs d'activité. En contrepartie, elles sont tenues de garantir à tout patient l'égal accès aux soins et aux tarifs fixés par les pouvoirs publics. Mais, quand il s'agit de défendre leur pré-carré et leurs dépassements d'honoraires, ces spécialistes renvoient les patients vers l'hôpital public.

Beaucoup d'internes considèrent que ce ne sont pas les

dépassements d'honoraires qui contribuent à sélectionner les patients qu'ils soigneront mais... les mutuelles qui, affirmement-ils, s'engraissent sur le dos de leurs assurés. Leur slogan « *Les médecins vous soignent, les mutuelles vous saignent* » est révélateur d'un état d'esprit. Pour beaucoup d'entre eux, la priorité n'est certes pas l'intérêt des malades, de plus en plus nombreux à ne plus avoir les moyens financiers de se soigner, mais le leur propre.

Correspondant LO

### • Hôpitaux du Léman : Thonon-les-Bains

## Démission des urgentistes

Lundi 12 novembre, dix des médecins urgentistes de l'hôpital de Thonon présentaient leur démission. Ils considèrent que la sécurité des malades ne peut plus être assurée, vu le nombre de patients accueillis aux Urgences, l'état de vétusté des locaux et surtout le nombre réduit de médecins, mais

aussi d'infirmières et aides-soignantes. Ils sont en effet douze médecins, trente infirmières et dix aides-soignantes pour une activité en hausse, de 37 000 actes par an, avec des pointes, durant la saison de ski, de 160 cas par jour!

Ce qui semble avoir fait

déborder le vase est le fait que récemment, deux interventions coup sur coup du Samu ont mobilisé des personnels des Urgences, ne laissant qu'un urgentiste à l'hôpital.

Depuis des années, la politique des gouvernements, de droite comme de gauche, a été

de faire toujours plus d'économies sur le dos des hôpitaux et des malades : toujours moins de personnel et de moyens, pour accueillir toujours plus de patients. La sécurité et la santé des soignants et des patients sont en péril!

Correspondant LO

### • Jallatte-Jal Group – Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard)

## Contre les suppressions de postes Les travailleurs se mobilisent

Le 28 octobre et le lundi 12 novembre, les travailleurs de l'usine Jallatte dans le Gard se sont mis en grève pour s'opposer aux suppressions de postes envisagées par la direction.

En effet la direction de Jal Group (chaussures de sécurité Jallatte) a annoncé le 6 novembre la suppression de 57 postes sur les 133 actuels dans l'usine de Saint-Hippolyte-du-Fort, dans le Gard. Elle annonce parallèlement la fermeture de deux usines sur cinq en Tunisie.

Il y avait eu un plan en 2003. Et le dernier, en 2007,

avait entraîné la suppression de 299 postes et la fermeture de l'usine d'Alès. La direction avait délocalisé une grande partie de sa production en Tunisie. À l'époque, le Conseil général du Gard avait acheté les locaux du siège de Saint-Hippolyte-du-Fort pour 1,1 million d'euros et avait participé pour 1,9 million d'euros à l'acquisition par l'agglomération du Grand Alès

des bâtiments du site alésien.

Aujourd'hui, les patrons de Jallatte (le fonds de pension italien Progressio SGR depuis 2010) continuent cette politique de suppressions de postes, mais cela ne l'empêche pas de prévoir pour 2013 la fabrication de 500 000 paires de chaussures, contre 450 000 en 2012. Ce sera donc plus de fabrication avec moins de travailleurs.

Si ce plan de restructuration aboutissait, ce serait le chômage pour ceux qui seraient licenciés, avec peu de

chance de retrouver un travail dans le bassin alésien qui compte 15,8 % de chômeurs.

Face à cette situation, après une première journée de grève le 28 octobre qui précédait l'annonce officielle de la restructuration, la totalité des travailleurs de l'usine ont débrayé lundi 12 novembre. Ils doivent rencontrer un représentant du ministre Arnaud Montebourg mais, plus que compter sur le ministre, c'est leur mobilisation qui sera déterminante.

Correspondant LO

### • CRAMIF – Paris

## Grève pour les salaires

À la Cramif (Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France), depuis le 13 novembre, la majorité des employés du secteur de Tarification des accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP), qui regroupe près de 200 personnes, est en grève de 55 minutes reconductible chaque jour. Ils revendiquent quinze points mensuels pour tous (environ 100 euros) et

l'attribution d'une prime de 800 euros au titre de la mise en place de nouvelles règles de tarification AT-MP.

Aux cris de « *La Tarif en grève!* », « *Qu'est-ce qu'on veut? Des sous! Des points! Pour qui? Pour tous! On ne lâchera pas!* » les grévistes défilent quotidiennement dans les couloirs pour s'adresser aux autres employés. Le soutien a été immédiat : « *Vous*

*avez raison* », « *Tenez bon* »!

À la direction, par contre, la sympathie n'est pas de mise. La DRH s'est plainte du bruit, d'avoir affaire à des « *excités* ». En revanche, quand il s'est agi de comprendre les raisons du mécontentement – augmentations de salaires gelées, limitées aux augmentations individuelles, baisse constante des effectifs, réorganisations régulières des méthodes de travail

et dysfonctionnements informatiques constants – elle est devenue plus dure d'oreille.

La direction, qui ne lâche rien pour l'instant, devrait se méfier : les raisons qui provoquent l'exaspération à la Tarif ne se limitent pas à cette branche. L'idée de réclamer les quinze points pour tous les secteurs chemine, et cela pourrait bien propager le mouvement.

Correspondant LO

### • Cancer du bitume

## La condamnation d'Eurovia confirmée en appel

La cour d'appel de Lyon a confirmé le 13 novembre le jugement rendu il y a plus de deux ans par le tribunal des affaires sociales de Bourg-en-Bresse qui avait reconnu la société Eurovia, une filiale de Vinci, coupable de « *faute inexcusable* » pour le décès d'un ouvrier du bitume.

Exposé pendant plus de vingt ans aux vapeurs du bitume qu'il épandait sur les routes sans autre protection que des gants, une casquette et un tee-shirt, José Serrano Andrade avait développé un cancer de la peau dont il devait décéder en 2008. En condamnant Eurovia pour un manquement à ses obligations de sécurité, la justice a établi « *un lien entre le cancer de la peau et l'activité professionnelle de M. Serrano* », a déclaré l'avocat de la famille. « *C'est une victoire* », a-t-il ajouté.

Effectivement, c'est une victoire à double titre. D'abord par la reconnaissance du mépris pour la santé et la vie des travailleurs qu'affiche la société Eurovia, filiale d'un géant du BTP riche à milliards et qui, malgré cela, refuse de fournir à ses salariés les protections indispensables. Elle a d'ailleurs été condamnée à verser 200 000 euros de dommages et intérêts à la famille du défunt. C'est aussi un avertissement pour les autres entreprises de travaux publics, où l'on estime que 4 000 ouvriers du bitume ont été exposés au même risque. Enfin, bien que l'exposition aux fumées toxiques du bitume ne soit pas actuellement reconnue comme cause d'une maladie professionnelle, le jugement rendu ouvre la voie pour que cela le soit.

Eurovia, de son côté, continue à nier sa responsabilité et, s'appuyant sur l'arrêté du tribunal qui évoque aussi l'exposition conjointe aux rayons UV, rejette la « *faute inexcusable* » sur... le soleil.

Marianne LAMIRAL



### • PSA – Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

#### Plan de licenciements

## Tous les travailleurs du groupe sont concernés

**Jeudi 15 novembre, avait lieu la première réunion de négociation entre la direction de PSA et les syndicats, sur la question du départ des anciens.**

Dans toutes les usines du groupe, la CGT a commencé à faire circuler une pétition pour revendiquer que les travailleurs de 55 ans et plus puissent partir en préretraite payée par le patron. Ce ne serait que justice, après des années à s'user la santé sur les chaînes de production. La famille Peugeot a largement les moyens de payer ces départs, qui ne coûteraient en réalité que quelques centaines de millions au groupe. Près de 11 000 travailleurs sont concernés sur toutes les usines.

Mais évidemment cela déplaît à la direction, qui a choisi de supprimer 8 000 emplois, dont 4 400 licenciements, et non de payer la préretraite aux anciens. La logique de profit des patrons et la logique de l'intérêt collectif des travailleurs n'ont décidément rien à voir.

À cette première réunion, la direction n'a su faire qu'une

proposition inacceptable : dix-huit mois de départ anticipé, soit deux mois de préavis payés à 100 % puis les seize mois suivants payés à 80 % du net, moins les primes d'équipe. Ce qui veut dire que la majorité des travailleurs seraient obligés de continuer à travailler au-delà de 60 ans pour avoir tous leurs trimestres cotisés. Le salarié pourrait même être amené à retravailler pendant six mois, à la demande de la direction !

Autant dire que cette proposition est très loin de la préretraite dès 55 ans.

Au même moment, plus d'une centaine de travailleurs d'Aulnay sont allés prendre contact et discuter avec leurs camarades de l'usine de Poissy, en distribuant un tract et en organisant une prise de parole sur le parking de l'usine au changement d'équipe. Des délégués étaient là pour les accueillir et les discussions ont été fraternelles avec les



ouvriers de Poissy. En effet, si PSA ferme l'usine d'Aulnay, c'est pour augmenter la production à Poissy et donc aggraver les conditions de travail dans cette usine, comme dans celle de Mulhouse. La

seule réponse à ce plan de la direction, c'est lutter pour imposer la répartition des productions entre toutes les usines du groupe.

Après cette première réunion de négociation, les travailleurs ont de nouveau vérifié que la direction ne fera aucune concession si on ne lui en arrache pas. C'est un bras de fer qui doit commencer. Il faut que tous les travailleurs aient conscience qu'un recul de la direction sur la préretraite les mettra en meilleure position pour imposer l'ensemble de leurs revendications, dont la principale est « un CDI pour tous ».

La direction cherche à diviser les ouvriers. Le seul moyen de la faire reculer sera de se mobiliser ensemble.

Correspondant LO

### • PSA – Poissy (Yvelines)

#### Avec les travailleurs d'Aulnay

Jeudi 18 novembre, plusieurs dizaines de délégués et de syndiqués CGT de l'usine Peugeot de Poissy étaient là pour accueillir ceux d'Aulnay, venus les rencontrer au moment du changement d'équipe du midi. Ils ont pu ainsi leur prêter main-forte pour s'adresser aux travailleurs de Poissy, qui allaient prendre leur poste ou qui

rejoignaient leur car.

C'est qu'à Poissy aussi les travailleurs sont concernés par le plan de 8 000 suppressions d'emplois que la direction du groupe veut imposer. D'après ce plan, ce sont 700 CDI qui sont menacés sur le site.

Pour la plupart, les propositions faites par la direction lors des négociations ne sont pas acceptables, et une

pétition, revendiquant la préretraite à 55 ans et un CDI pour tous, intérimaires et sous-traitants compris, a recueilli 900 signatures en trois jours.

C'est en tout cas une bonne chose que les travailleurs de différents sites aient pu discuter à cette occasion de ce qui les concerne tous.

Correspondant LO

### • Arkema – Pierre-Bénite (Rhône)

## La direction fait du chantage à l'investissement

**Jeudi 15 novembre, la direction d'Arkema a annoncé qu'elle renonçait à son plan d'investissements de 70 millions d'euros sur son site de Pierre-Bénite. Elle a accusé les travailleurs postés du site, en grève depuis une quinzaine de jours, d'être responsables de cette décision.**

Le directeur général d'Arkema, Michel Delaborde, s'est déplacé en personne pour annoncer sa décision aux travailleurs. Il s'est payé le culot de traiter les grévistes de « privilégiés et d'égoïstes », et de stigmatiser la CGT qui soutenait les travailleurs en grève. Ces propos ont révolté les grévistes, ainsi que la campagne de presse reprenant les arguments patronaux et prétendant que l'usine était « prise en otage par une trentaine de grévistes ». Car tout cela n'est qu'un tissu de mensonges !

Le plan d'investissements d'Arkema avait pour objectif de moderniser l'installation de

production du Kynar, un plastique très résistant, afin d'en augmenter les capacités. Mais, pour faire face au surcroît de travail, il n'était pas question pour la direction d'embaucher une seule personne de plus. Elle prévoyait même d'en supprimer une vingtaine, entre autres par une réduction du nombre d'équipes. C'était bien sûr inacceptable pour les travailleurs postés, qui se sont donc mis en grève, bloquant totalement la sortie de la production. Toutes les tentatives d'intimidation de la direction ont échoué face à leur détermination.

Le coup de force du PDG annonçant le retrait du plan d'investissements et en rendant responsables les grévistes n'est que la dernière de ces manœuvres d'intimidation. Le PDG essaie par la même occasion d'opposer les travailleurs entre eux, en insinuant que la pérennité du site de Pierre-Bénite serait menacée.

Derrière tout cela, il y a des

profits en jeu. Le Kynar est une production extrêmement rentable et en demande croissante sur tout le marché européen. Économiser en même temps, en réduisant les effectifs, cela aurait été le gros lot pour Arkema, qui par ailleurs prévoit près d'un milliard d'euros

de bénéfices avant impôt en 2012 !

Elle s'est heurtée à la détermination des travailleurs qui n'entendent pas se faire manger tout cru, et cela pour la deuxième fois : il y a un an, suite à un mouvement de grève, la direction avait déjà

« retiré » son projet d'investissements sur le Kynar. Un bras de fer est donc engagé avec la direction et, pour la faire reculer, les travailleurs postés auront intérêt à étendre leur protestation à l'ensemble des travailleurs du site.

Correspondant LO

### • Aciéries d'Imphy (Nièvre)

#### L'usine a tué deux fois

Deux ouvriers sont morts le 14 novembre dans une aciérie d'un atelier d'Aperam, filiale de Mittal à Imphy, à côté de Nevers.

Plusieurs incidents avaient eu lieu la semaine précédente sur ce four récent de l'Acierie 2, toujours en cours de mise au point. Le 14 novembre, un travailleur de l'entreprise sous-traitante fournisseur de la cuve en cause y est descendu. Le voyant inanimé, un travailleur d'Imphy est allé le secourir. Ils sont morts tous

les deux, asphyxiés par un gaz neutre, de l'argon, qui n'aurait pas dû être présent.

La direction aurait déclaré peu après à la presse locale qu'« il ne devrait pas y avoir d'argon dans une installation à l'arrêt ». Peut-être, mais il y en avait. L'argon est utilisé aux Aciéries, il y a des conduites, des vannes. La sécurité des travailleurs doit en tenir compte. Et là, quelles que soient les circonstances, elle n'a pas été assurée et c'est criminel.

Elle aurait également dit :

« Cette installation est sous la responsabilité du fournisseur. » C'est un peu facile et indécent de vouloir si vite décharger la responsabilité morale d'Aperam-Mittal.

Depuis, les Aciéries sont fermées ou le travail réduit au minimum. Tous les ouvriers du site sont choqués par ces deux décès et veulent que la lumière soit faite sur ce drame. Ce serait la moindre des choses.

Correspondant LO



## • Sans-papiers

# Travailleurs sans papiers, toujours sans droits

Lors de la mise en place du nouveau gouvernement, Valls avait tenu à déclarer d'emblée qu'il n'y aurait pas de régularisation massive de sans-papiers : elles continueraient à se faire au cas par cas, suivant des critères précis. Il avait même, comme sous Sarkozy, fixé un quota de 30 000 régularisations maximum par an.

Six mois plus tard, lundi 19 novembre, une première réunion s'est tenue au ministère de l'Intérieur en présence du Medef et des syndicats CGT, CFDT et FO, pour discuter des critères de régularisation de travailleurs sans papiers.

Pour le moment, Valls demande aux préfetures de n'examiner les demandes de régularisation que pour des personnes prouvant qu'elles sont en France depuis au moins cinq années de manière continue, présentant douze mois de feuilles de paye, dans des emplois sous tension manquant

de salariés.

Cela signifie pour les sans-papiers le maintien dans la clandestinité pendant des mois ou des années avant de pouvoir tenter une demande de régularisation. C'est vivre avec le risque permanent d'être contrôlé sur la voie publique, d'être retenu seize heures au

commissariat pour vérification d'identité et d'être emprisonné en centre de rétention administrative jusqu'à quarante-cinq jours en vue d'une éventuelle expulsion du territoire.

Mais le gouvernement a maintenant l'étiquette socialiste... Aussi, par « humanité »,

il s'est engagé à ne plus mettre de jeunes enfants en centre de rétention. Maintenant, en attendant les procédures d'expulsion, ils sont assignés à résidence avec leur famille avec des gardes mobiles aux portes. Voilà qui change tout!

Louis BASTILLE

## • Centres de rétention

# La fermeture n'est pas au programme !

Des associations d'aide aux migrants viennent de s'élever contre la persistance de conditions d'enfermement indignes pour les étrangers en situation irrégulière, traités comme des délinquants.

Elles publient le bilan 2011 des détentions et des expulsions : en métropole, 51 385 personnes ont été détenues en centres de rétention administrative, essentiellement

des Tunisiens, Marocains, Algériens et Roumains. 20 500 d'entre elles ont été expulsées de force, les autres ont été détenues jusqu'à 45 jours avant d'être libérées sans dédommagement. À ces chiffres il faut ajouter 15 840 départs dits volontaires avec une aide au retour, essentiellement des Roumains et des Tunisiens via l'Italie d'où ils étaient entrés en France.

Outre-mer, ce sont 31 300 personnes qui ont été expulsées manu militari, principalement de Mayotte où les contrôles judiciaires sont inexistantes.

Ces associations caritatives rappellent à Hollande ses promesses électorales : « *La rétention administrative doit devenir l'exception...* ». Une promesse bafouée de plus!

Louis BASTILLE

## • Prix des carburants

# Où est passé le blocage ?

Il y a trois mois, devant l'augmentation du prix des carburants, le gouvernement a mis en place une baisse temporaire de 6 centimes, partagée entre l'État, par la diminution des taxes, et les compagnies pétrolières, pas vraiment pressées de s'exécuter. Cette mesure bien modeste ne s'appliquait pas au fuel et ne concernait ni la Martinique ni la Guadeloupe où le coût de la vie est pourtant particulièrement élevé.

Ce dispositif va prendre fin dans quelques semaines, ce qui signifie mécaniquement une hausse d'au moins 6 centimes. Le gouvernement, moins pressé que les automobilistes, cherche, paraît-il, une solution, peut-être une aide aux ménages « les

plus fragiles », allocataires de la CMU. Mais les autres ? Ceux qui doivent consacrer, chaque semaine parfois, plusieurs dizaines d'euros, sur un salaire de smicard, ne serait-ce qu'à aller travailler ?

Le gouvernement réfléchit et attend un rapport « *sur les prix et les marges dans la distribution des carburants* ». Comme s'il avait besoin de cela pour savoir que les distributeurs et les producteurs sont les mêmes et que Total, en 2011, a vu ses bénéfices exploser tous les records avec 12 milliards d'euros. Un certain Jérôme Cahuzac, en avril dernier, n'hésitait pas d'ailleurs à dénoncer ces « *profits illégitimes des Compagnies pétrolières* ».



Mais depuis qu'il est ministre du Budget, il faut croire qu'il est devenu amnésique, tout comme Hollande

qui avait promis un blocage des prix des carburants par décret.

Sylvie MARÉCHAL

## 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Les chiffres sont terrifiants... En 2011, 146 femmes sont mortes en France sous les coups de leur conjoint, soit une femme qui perd ainsi la vie tous les trois jours. On estime aussi que chaque année, 75 000 femmes sont violées, mais seulement 10 % d'entre elles osent porter plainte et seuls 2 % des violeurs sont condamnés.

Le verdict du procès de Créteil pour viols collectifs

sur deux jeunes femmes, treize années après les faits, témoigne de la manière dont les violences faites aux femmes sont aujourd'hui prises en compte : une procédure interminable mais néanmoins bâclée, des victimes maltraitées et insultées, non protégées et habitant toujours dans le même quartier que leurs agresseurs et, pour finir, des acquittements éhontés.

La loi existe qui

punit aujourd'hui les violences « sexuelles et autres » faites aux femmes, mais la tolérance et la complaisance restent de mise. Seules 10 % des femmes portent plainte, par peur de la justice. La grande majorité des violences spécifiquement dirigées contre les femmes ne sont pas dénoncées.

Une journée ne suffira pas pour inverser le cours des choses mais il faut cependant s'en saisir pour dénoncer les

violences exercées contre les femmes, les humiliations à leur égard qui sont le prolongement des inégalités que toutes subissent au travail et dans la vie politique et sociale.

S.G.

**Manifestation à Paris**

**Dimanche 25 novembre  
14 h 30**

**de la place de la Bastille  
au ministère de la Justice**

## • Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

# Le centre des impôts sature

Le 14 novembre une longue file d'attente, devenue tellement habituelle qu'elle fait partie du paysage, s'étendait devant le centre des impôts de Saint-Denis. Ce jour-là la plupart des gens attendaient... pour payer leur taxe d'habitation. Faire la queue pour payer l'impôt, c'est un comble ! Bien des habitants de Seine-Saint-Denis n'ont pas d'autre choix que de se déplacer, faute d'un accès à internet et parfois d'un compte en banque. Et il leur manque aussi, et depuis longtemps, des services publics dignes de ce nom.

Le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux touche tous les services publics, y compris celui des impôts. Dans les finances publiques, au plan national, 25 000 postes ont disparu en dix ans, soit 250 pour la seule Seine-Saint-Denis. Et comme la loi de finances 2013 n'est pas près d'inverser cette tendance, cette situation va s'aggraver. Les syndicats présents ce jour-là pour informer la population et appeler à la grève le lendemain dénonçaient le sous-effectif chronique du centre de Saint-Denis, qui traite aussi les dossiers de Pierrefitte et de Villetaneuse. Vingt-deux postes n'ont pas été pourvus pour un service qui reçoit 100 000 personnes par an. L'accueil compte neuf agents alors qu'ils devraient être dix-neuf.

La seule solution qu'a trouvée la direction est de fermer le centre deux jours par semaine pour permettre aux agents de traiter les dossiers en souffrance. Les habitants sont obligés de revenir pour faire leur démarche – obtenir un avis d'imposition ou de non-imposition, payer l'impôt – lorsqu'ils se heurtent à une porte fermée. Cela revient à reculer le problème alors que la logique voudrait qu'on recrute. Il n'est pas très étonnant que les laissés-pour-compte soient de nouveau les banlieues populaires.

Aline URBAIN